

3. Économie



3. Économie

3. Économie	49
3.1. Produit Intérieur Brut (PIB)	52
3.1.1. Évolution du PIB	52
3.1.2. PIB par grand secteur d'activité (GSA)	53
3.2. Emploi 54	55
3.2.1. Secteur public	55
3.2.2. Secteur privé.....	58
3.2.3. Télétravail	63
3.3. Chiffre d'affaires	64
3.3.1. Évolution du chiffre d'affaires	64
3.3.2. Chiffre d'affaires par Grand Secteur d'Activité (GSA)	64
3.3.3. Chiffre d'affaires et nombre d'emplois selon le GSA.....	65
3.4. Finances publiques	66
3.4.1. Budget de l'État	66
3.4.2. Recettes de l'État.....	67
3.4.3. Dépenses de l'État.....	68
3.4.4. Fonds de Réserve Constitutionnel (FRC)	69
3.4.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement (APD).....	70
3.4.6. Monopoles exploités par l'État.....	72
3.4.7. Monopoles concédés par l'État.....	74
3.4.8. Postes.....	75
3.4.9. Évolution des traitements de la Fonction Publique	77
3.5. Activités financières	78
3.5.1. Établissements financiers.....	78
3.5.2. Évolution des dépôts, titres et crédits	78
3.6. Agents économiques	79
3.6.1. Créations et radiations d'activité par GSA.....	79
3.6.2. Entités en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI)	79
3.6.3. Gouvernance d'entreprises.....	80
3.6.4. Propriété intellectuelle.....	81
3.7. Indicateurs sectoriels	82
3.7.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	82
3.7.2. Commerce de détail	84
3.7.3. Commerce de gros.....	86
3.7.4. Hébergement et restauration.....	88
3.7.5. Industries manufacturières, extractives et autres.....	90
3.8. Marché de l'immobilier	92
3.8.1. Comparatif entre les ventes et les reventes d'appartements.....	92
3.8.2. Ventes immobilières	93
3.8.3. Reventes immobilières.....	94
3.8.4. Prix moyen.....	95
3.8.5. Reventes immobilières par quartier	96
3.8.6. Transactions Immobilières Hors Habitations.....	97
3.9. Tourisme	98
3.9.1. Secteur hôtelier.....	98
3.9.2. Structures d'accueil pour tourisme d'affaires	101
3.9.3. Croisières.....	102
3.10. Commerce Extérieur	103
3.10.1. Échanges commerciaux	103
3.10.2. Échanges commerciaux par famille de produits (A17).....	104
3.10.3. Balance commerciale.....	104
3.10.4. Échanges commerciaux par zone géographique.....	105
3.10.5. Échanges commerciaux par pays	106
3.10.6. Convention de Washington – Espèces CITES	106

3. Économie

Les statistiques sectorielles de l'économie monégasque sont étudiées suivant le découpage en Grands Secteurs d'Activité (GSA) défini par l'IMSEE suite à l'adoption de la Nomenclature d'Activités Française (NAF rév. 2, 2008) au 1^{er} janvier 2012. Dans le but d'être au plus proche de la réalité du tissu économique monégasque, douze grands secteurs d'activité, qui forment une agrégation des 88 divisions (niveau 2) de la NAF rév. 2, 2008 ont été retenus :

Activités financières et d'assurance : Ce secteur comprend les activités des services financiers, y compris les activités d'assurance, de réassurance comme par exemple les banques, la gestion de portefeuilles et de fonds, les agences d'assurance ainsi que les caisses de retraite (Divisions NAF 64 à 66);

Commerce de gros : Ce secteur regroupe l'ensemble des activités d'achat et/ou vente des biens et des services exclusivement à d'autres entreprises ou acheteurs professionnels. Ce grand secteur comprend le commerce de gros pour compte propre ou pour le compte de tiers (intermédiaires du commerce) et concerne les activités de commerce intérieur ou le commerce de gros international (importation/exportation) (Division NAF 46);

Commerce de détail : Ce secteur comprend la revente (vente sans transformation) au public de biens neufs ou d'occasion. En Principauté, le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles sont inclus dans le commerce de détail (Divisions NAF 45 et 47);

Hébergement et restauration : Ce secteur comprend la mise à disposition de lieux d'hébergement pour des séjours de courte durée pour des visiteurs ou d'autres voyageurs ainsi que les activités consistant à fournir des repas complets ou des boissons pour consommation immédiate comme par exemple les hôtels, les restaurants (traditionnels ou proposant des plats à emporter) et les bars (Divisions NAF 55 et 56) ;

Industries manufacturières, extractives et autres : Ce secteur regroupe l'ensemble des activités tournées vers la production en série de biens grâce à la transformation des matières premières ou de matières ayant déjà subi une ou plusieurs transformations et à l'exploitation des sources d'énergie. Ce grand secteur comprend également l'agriculture, la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, l'assainissement ainsi que l'artisanat (Divisions NAF 01 à 39);

Activités immobilières : Ce secteur comprend les activités de bailleurs, d'agents et/ou de courtiers dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : vente ou achat de biens immobiliers, location de biens immobiliers, prestation d'autres services liés à l'immobilier telle que l'évaluation de biens immobiliers ou l'activité d'agent fiduciaire en immobilier. Est également comprise la promotion immobilière en vue d'une exploitation propre (Division NAF 68);

Construction : Ce secteur comprend les activités de construction générale et de construction spécialisée pour les bâtiments et le génie civil (chantiers de construction neuve, les rénovations, les réparations, les extensions et les transformations et le montage de bâtiments préfabriqués). Ce grand secteur comprend également les activités de promotion immobilière dès lors qu'elles réunissent les moyens financiers, techniques et humains nécessaires à la réalisation de projets immobiliers destinés ultérieurement à la vente (Divisions NAF 41 à 43);

Transport et entreposage : Ce secteur regroupe les activités liées au transport, régulier ou non, de passagers et de marchandises, par rail, par route, par conduites, par eau ou par air et les activités connexes, telles que l'exploitation des infrastructures de transport, la manutention du fret, l'entreposage, etc. Ce grand secteur inclut également la location de matériel de transport avec chauffeur ou pilote, ainsi que les activités de poste et de courrier (en dehors des activités couvertes par le monopole postal, La Poste Monaco étant rattachée à la France) (Divisions NAF 49 à 53);

Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien : Ce secteur comprend l'ensemble des activités professionnelles, scientifiques et techniques spécialisées nécessitant un niveau de formation élevé et apportant des connaissances et compétences spécialisées aux utilisateurs, ainsi que l'ensemble des diverses activités de soutien aux activités générales des entreprises comme par exemple les experts comptables, les notaires, les architectes, les agences de voyage, les agences d'intérim, etc... (Divisions NAF 69 à 82);

Autres activités de services : Ce secteur regroupe les activités destinées à répondre aux intérêts du grand public en matière de culture, de divertissement et de loisirs, y compris les spectacles et l'exploitation de musées, d'équipements sportifs et récréatifs ainsi que les activités des organisations associatives, la réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques ainsi que diverses activités de services personnels non classées ailleurs (pressings, coiffeurs, instituts de beauté par exemple) (Divisions NAF 90 à 99);

Information et communication : Ce secteur comprend la production et la distribution de produits d'information et de produits culturels, la mise à disposition de moyens permettant de transmettre ou de distribuer ces produits, ainsi que les données ou les communications. Il comprend également les activités liées aux technologies informatiques, les services de traitement des données et d'autres services d'information (Divisions NAF 58 à 63);

Administration, enseignement, santé et action sociale : Ce secteur regroupe les activités de nature gouvernementale, l'enseignement à tous les niveaux et pour toutes les disciplines (comprenant l'enseignement pour adultes), les activités de soins assurées par des professionnels de la santé dans des établissements hospitaliers et d'autres structures médicales ainsi que la prestation de divers services d'action sociale (Divisions NAF 84 à 88).

3. Économie

3.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

3.1.1. Évolution du PIB

Le PIB monégasque pour l'année 2017 s'élève à 5,68 milliards d'euros contre 5,85 milliards en 2016.

► Évolution du PIB en valeur et en volume

	2013	2014	2015	2016	2017
PIB en valeur en millions d'euros	4 936,0	5 321,3	5 643,6	5 847,7	5 680,2
Indice des prix ⁽¹⁾	99,4	100,0	101,1	101,3	102,0
PIB en volume en millions d'euros	4 965,8	5 321,3	5 582,2	5 772,7	5 568,9
Évolution en volume	9,7%	7,2%	4,9%	3,4%	-3,5%

Source : IMSEE

Le PIB se replie de -3,5% en volume, correction faite de l'inflation. Ce recul est principalement dû aux résultats de la Construction et des Autres activités de services. La baisse de ces secteurs masque les bons résultats d'autres secteurs comme les Activités financières et d'assurance (+7,7%) ou des Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien (+11,6%).

Les entrepreneurs monégasques semblent avoir privilégié l'emploi au détriment de leurs marges.

En effet, l'emploi continue de progresser en 2017, dans le privé comme dans le public. On dénombre 1 853 salariés supplémentaires (+3,5%) au mois de décembre. La masse salariale augmente (+4,1%). Elle représente plus de la moitié du PIB (50,8%). Cela correspond à la redistribution sous forme de salaires et cotisations de la richesse annuellement créée.

Après quatre années consécutives de croissance, l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) des entreprises recule (-9,5% en valeur). Il atteint les 2,57 milliards et représente 40,9% de la richesse créée. Depuis 2005, l'EBE ne s'est contracté qu'à quatre reprises et notamment en 2009, suite à la crise financière internationale.

Les impôts versés sur les produits progressent en valeur (+0,1%), mais diminuent en volume (corrige de l'inflation -0,6%). Ils contribuent à hauteur de 13,1% à la richesse produite. Ce sont surtout les droits de mutations et la TVA immobilière qui reculent alors que les autres impôts progressent.

Le montant des subventions augmente fortement (+16,1%) en raison principalement de la création du Fonds dépendance et des sommes allouées à la Transition énergétique.

► Évolution du PIB « per capita »

	2013	2014	2015	2016	2017
PIB en millions d'euros courants	4 936,0	5 321,3	5 643,6	5 847,7	5 680,2
Population totale retenue	78 784	80 818	81 131	81 059	83 797
PIB "per capita" en euros courants	62 652	65 842	69 562	72 141	67 786
Indice des prix	99,4	100,0	101,1	101,3	102,0
PIB "per capita" en euros constants	63 030	65 842	68 805	71 216	66 457
Evolution en volume		4,5%	4,5%	3,5%	-6,7%

Source : IMSEE

► Évolution du PIB « par salarié »

	2013	2014	2015	2016	2017
Population salariée					
PIB en millions d'euros courants	4 936,0	5 321,3	5 643,6	5 847,7	5 680,2
Population salariée	50 835	52 239	51 956	52 447	54 303
PIB "par salarié" en euros courants	97 098	101 864	108 623	111 498	104 603
Indice des prix	102,9	103,5	104,6	101,3	102,0
PIB "par salarié" en euros constants	94 361	98 419	103 846	110 067	102 552
Évolution en volume	6,9%	4,3%	5,5%	2,4%	-6,8%

Source : IMSEE

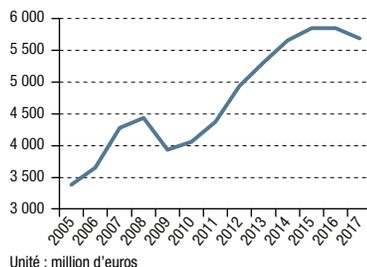
Le PIB par salarié s'élève à 104 633 euros. Il diminue de -6,8% en volume. Cette variation s'explique par le montant du PIB qui baisse et celui de la population salariée qui augmente.

⁽¹⁾ Source : INSEE.

Définition

PIB : Le Produit Intérieur Brut (PIB) représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes comme indicateur de revenu. La valeur ajoutée est à l'origine de tous les revenus. Le PIB est un agrégat égal à la somme des revenus primaires distribués par les unités productrices résidentes.

► Évolution du PIB en valeur

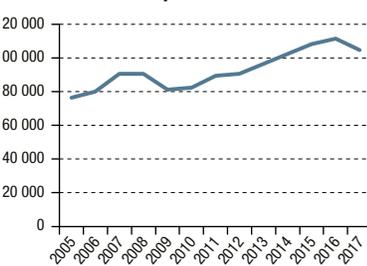


Unité : million d'euros

Source : IMSEE

La population de référence retenue pour le calcul du PIB « per capita » comprend deux composantes : la population résidente et celle salariée non-résidente présente sur le territoire économique.

► Évolution du PIB par salarié en valeur



Unité : euro

Source : IMSEE

3. Économie

3.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

3.1.2. PIB par grand secteur d'activité (GSA)

Trois secteurs créent près de la moitié (44,8%) de la richesse produite en Principauté :

- les Activités financières et d'assurance (17,8%) ;
- les Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien (17,0%) ;
- les Activités immobilières (10,0%) qui profitent du recul de la Construction pour monter sur le podium.

► Évolution du PIB en valeur selon les GSA

	PIB 2013	PIB 2014	PIB 2015	PIB 2016	PIB 2017	Var 16/17	Poids
Activités financières et d'assurance	822,0	897,4	947,7	939,1	1 011,5	7,7%	17,8%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	826,3	835,5	837,5	866,7	967,5	11,6%	17,0%
Activités immobilières	415,5	540,5	494,2	520,2	567,3	9,1%	10,0%
Construction	381,6	415,5	718,8	837,9	494,9	-40,9%	8,7%
Commerce de gros	414,3	483,9	541,9	510,3	479,9	-6,0%	8,4%
Administration, enseignement, santé et action sociale	392,4	409,6	404,3	406,1	411,2	1,3%	7,2%
Hébergement et restauration	360,0	347,0	374,2	360,3	366,9	1,8%	6,5%
Commerce de détail	346,3	355,8	334,3	343,4	339,1	-1,2%	6,0%
Information et communication	242,5	244,2	250,2	271,8	304,7	12,1%	5,4%
Autres activités de service	231,3	343,3	266,8	370,6	292,3	-21,1%	5,1%
Industries manufacturières, extractives et autres	308,5	256,6	274,5	229,4	234,9	2,4%	4,1%
Transport et entreposage	195,2	192,1	199,1	192,0	209,9	9,3%	3,7%
PIB en valeur	4 936,0	5 321,3	5 643,6	5 847,7	5 680,2	-2,9%	100,0%

Unité : million d'euros

Source : IMSEE

Les opérations de promotions immobilières, qui avaient soutenu la croissance de la construction depuis deux ans, n'ont pas eu lieu en 2017.

Les commerces de gros et de détail sont en repli (respectivement -6,0% et -1,2%) :

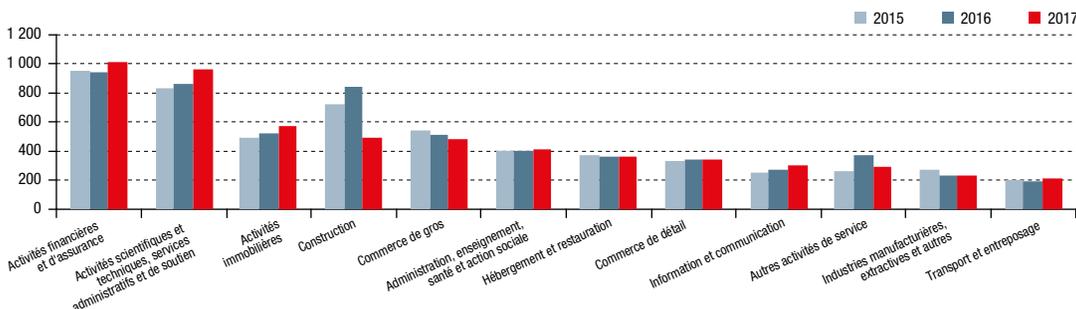
- C'est le commerce de gros de produits alimentaires qui entraîne à la baisse le premier ;
- Et le commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé pour le second.

Les résultats des Autres activités de services illustrent la volatilité de ce secteur soumis à de fortes variations annuelles selon les résultats des entreprises qui le constituent. Il s'agit du secteur qui connaissait la plus forte baisse (-22,4%) en 2015, la plus forte croissance (+39,3%) en 2016 et la deuxième plus forte baisse (-21,1%) en 2017.

L'Hébergement et la Restauration, après une année difficile en 2016 suite aux travaux de restructuration hôtelière (-3,6%), rebondissent (+1,8%) mais sans toutefois atteindre le niveau de 2015.

Le PIB de l'industrie se redresse (+2,4%) mais reste à un niveau historiquement bas.

► Évolution du PIB en valeur selon le GSA



Unité : million d'euros

Source : IMSEE

3. Économie

3.2. Emploi

Les données de l'emploi proviennent de deux sources différentes : la Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique (DRHFFP) pour le secteur public et les Caisses Sociales de Monaco (CSM) pour le secteur privé.

La partie 3.2.1. porte sur **les effectifs de la Fonction publique** et la partie 3.2.2. sur **l'emploi du secteur privé** (les travailleurs indépendants ne sont pas comptabilisés dans ces données). On distingue dans ce dernier deux unités distinctes : les salariés poids et les emplois.

Les établissements publics sont présentés à la fois dans les secteurs public et privé. En effet, les salariés des établissements publics cotisent aux CSM et sont donc comptabilisés dans le secteur privé. Toutefois, il faut aussi prendre en compte les Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics (au nombre de 9 au 31 décembre 2018), qui pour leur part sont intégrés au secteur public.

Les établissements publics comprennent : le Centre Scientifique de Monaco, le Nouveau Musée National de Monaco, le Centre Hospitalier Princesse Grace (incluant les résidences A Quietüdine et du Cap Fleuri, ainsi que le Centre Rainier III).

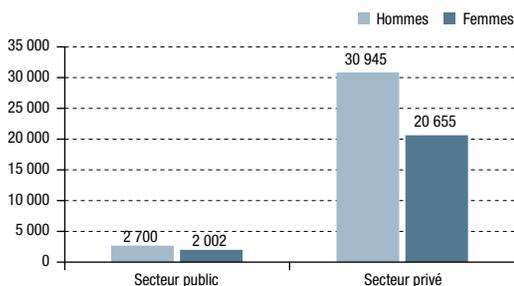
Sauf mention contraire, les données sont arrêtées à décembre 2018.

➤ Évolution des effectifs selon le secteur

	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur public	4 336	4 452	4 528	4 610	4 702
Secteur privé	47 903	47 504	47 919	49 693	51 601
<i>dont établissements publics</i>	<i>2 423</i>	<i>2 466</i>	<i>2 500</i>	<i>2 550</i>	<i>2 664</i>
Total	52 239	51 956	52 447	54 303	56 303

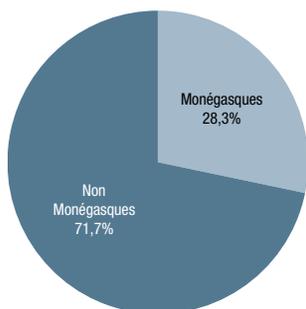
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

➤ Répartition des effectifs selon le secteur et le sexe en 2018



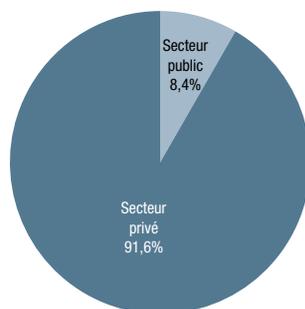
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

➤ Répartition des effectifs du secteur public selon la nationalité en 2018



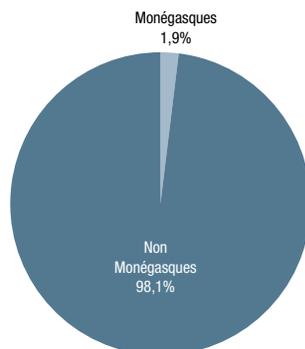
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

➤ Répartition des effectifs selon le secteur en 2018



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

➤ Répartition des effectifs du secteur privé selon la nationalité en 2018



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Définition

Salarié poids : Il s'agit de la représentation d'un salarié sous la forme d'un poids correspondant au prorata des heures effectuées chez ses différents employeurs.

Emploi : Un emploi correspond au couple salarié/employeur. Un emploi actif est un emploi pour lequel il aura été déclaré au moins une heure de travail ou un salaire non nul dans la période analysée.

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.1. Secteur public

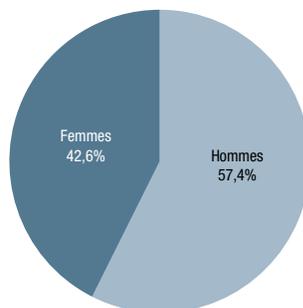
Caractéristiques des effectifs

► Évolution du nombre de salariés du secteur public selon le sexe

	2014	2015	2016	2017	2018	Évolution 2017-18
Hommes	2 511	2 557	2 594	2 642	2 700	2,2%
Femmes	1 825	1 895	1 934	1 968	2 002	1,7%
Total	4 336	4 452	4 528	4 610	4 702	2,0%

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

► Répartition des salariés selon le sexe en 2018



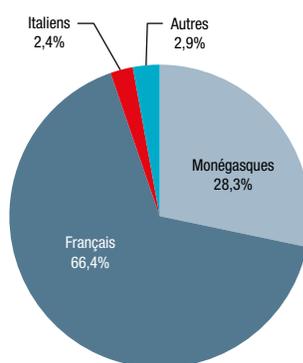
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

► Évolution du nombre de salariés du secteur public selon la nationalité

	2014	2015	2016	2017	2018	Évolution 2017-18
Monégasques	1 310	1 342	1 356	1 348	1 329	-1,4%
Français	2 774	2 852	2 921	3 019	3 124	3,5%
Italiens	121	123	120	111	114	2,7%
Autres	131	135	131	132	135	2,3%
Total	4 336	4 452	4 528	4 610	4 702	2,0%

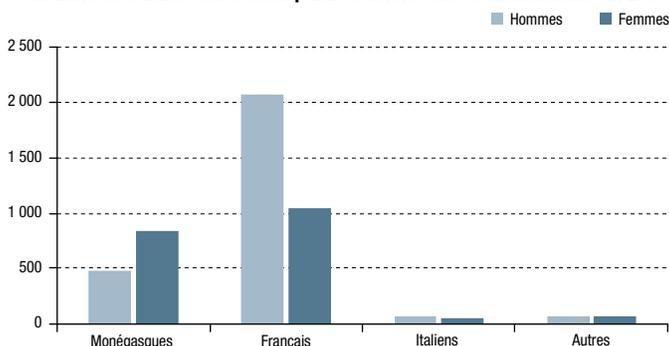
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

► Répartition des salariés selon la nationalité en 2018



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

► Nombre de salariés du secteur public selon le sexe et la nationalité en 2018



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.1. Secteur public

➤ Évolution du nombre de salariés du secteur public selon le lieu de résidence

	2014	2015	2016	2017	2018	Évolution 2017-18
Monaco	2 212	2 247	2 275	2 268	2 279	0,5%
France, dont :	2 104	2 186	2 236	2 328	2 409	3,5%
Communes limitrophes ⁽¹⁾	960	998	1 002	1 039	1 089	4,8%
Alpes-Maritimes hors communes limitrophes	1 134	1 173	1 222	1 273	1 309	2,8%
Hors Alpes-Maritimes	10	15	12	16	11	-31,3%
Autres	20	19	17	14	14	0,0%
Total	4 336	4 452	4 528	4 610	4 702	2,0%

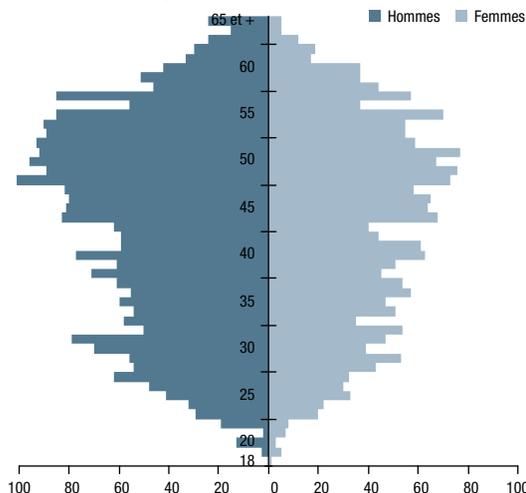
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

➤ Nombre de salariés selon la commune de résidence en 2018

	2018
Monaco	2 279
Nice	509
Beausoleil	339
Roquebrune-Cap-Martin	336
Cap d'Ail	311
Menton	304
La Turbie	103
Èze	53
La Trinité	33
Sospel	30

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

➤ Pyramide des âges de la Fonction publique en 2018



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

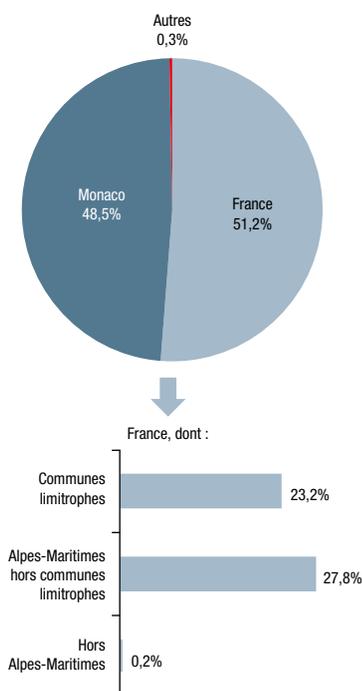
⁽¹⁾ Communes limitrophes : Beausoleil, Cap d'Ail, La Turbie et Roquebrune-Cap-Martin.

Définition

Âge moyen : Moyenne de l'âge des individus qui constituent cette population.

Âge médian : Âge qui divise la population en 2 groupes numériquement égaux, la moitié étant plus jeune, et l'autre moitié plus âgée.

➤ Répartition des salariés selon le lieu de résidence en 2018



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

➤ Âge moyen et âge médian des salariés selon le sexe en 2018

	Âge moyen	Âge médian
Hommes	43,7	45
Femmes	43,3	44
Ensemble	43,5	45

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.1. Secteur public

En 2018, 10 salariés sont rattachés à la Fondation Albert II de Monaco et à la Fondation Princesse Charlène de Monaco. Avant 2017, ces salariés mis à disposition de ces fondations étaient comptabilisés à la Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique.

9 fonctionnaires sont nommés au sein des établissements publics en 2018. Les établissements publics comprennent : le Centre Scientifique de Monaco, le Nouveau Musée National de Monaco, le Centre Hospitalier Princesse Grace (incluant les résidences A Quietudine et du Cap Fleuri, ainsi que le Centre Rainier III).

Effectifs selon le rattachement administratif

► Évolution des effectifs selon le rattachement administratif

	2014	2015	2016	2017	2018
Administration Gouvernementale	3 280	3 384	3 458	3 507	3 594
<i>Département de l'Intérieur</i>	1 801	1 832	1 873	1 910	1 947
<i>Département de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme</i>	706	718	720	733	737
<i>Département des Finances et de l'Économie</i>	284	291	295	296	293
<i>Ministère d'État</i>	224	236	246	242	273
<i>Département des Affaires Sociales et de la Santé</i>	175	214	234	241	256
<i>Département des Relations Extérieures et de la Coopération</i>	90	93	90	85	88
Commune	664	669	673	684	686
Palais Princier	191	190	190	191	198
Direction des Services Judiciaires	134	138	140	146	144
Commissions, Assemblées et Corps constitués	58	62	59	62	61
Fondations	n.a.	n.a.	n.a.	10	10
Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics	9	9	8	10	9
Total	4 336	4 452	4 528	4 610	4 702

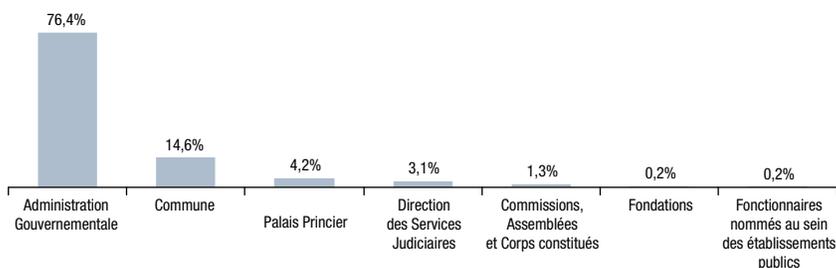
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

► Effectifs selon le rattachement administratif, la nationalité et le sexe en 2018

	Hommes	Femmes	Non		Total
			Monégasques	Monégasques	
Administration Gouvernementale	2 159	1 435	1 045	2 549	3 594
<i>Département de l'Intérieur</i>	1 209	738	429	1 518	1 947
<i>Département de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme</i>	620	117	123	614	737
<i>Département des Finances et de l'Économie</i>	105	188	171	122	293
<i>Ministère d'État</i>	131	142	146	127	273
<i>Département des Affaires Sociales et de la Santé</i>	63	193	105	151	256
<i>Département des Relations Extérieures et de la Coopération</i>	31	57	71	17	88
Commune	306	380	178	508	686
Palais Princier	135	63	21	177	198
Direction des Services Judiciaires	62	82	31	113	144
Commissions, Assemblées et Corps constitués	30	31	42	19	61
Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics et Fondations	8	11	12	7	19
Total	2 700	2 002	1 329	3 373	4 702

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

► Effectifs selon le rattachement administratif en 2018



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, IMSEE

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.2. Secteur privé

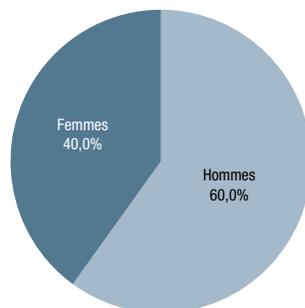
Caractéristiques des salariés

► Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le sexe

	2014	2015	2016	2017	2018	Évolution 2017-18
Hommes	28 530	28 180	28 497	29 753	30 945	4,0%
Femmes	19 373	19 324	19 423	19 940	20 655	3,6%
Total	47 903	47 504	47 919	49 693	51 601	3,8%

Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

► Répartition des salariés selon le sexe en 2018



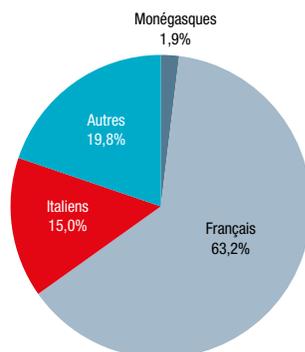
Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

► Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon la nationalité

	2014	2015	2016	2017	2018	Évolution 2017-18
Monégasques	995	1 013	998	1 019	1 000	-1,9%
Français	30 774	30 455	30 682	31 594	32 492	2,8%
Italiens	6 782	6 836	6 976	7 294	7 705	5,6%
Autres ⁽¹⁾	9 003	8 851	9 105	9 563	10 178	6,4%
Non renseignés	349	350	158	224	226	0,9%
Total	47 903	47 504	47 919	49 693	51 601	3,8%

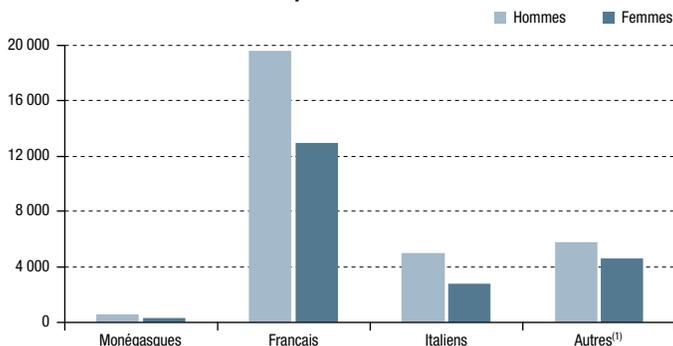
Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

► Répartition des salariés selon la nationalité en 2018



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

► Nombre de salariés du secteur privé selon le sexe et la nationalité en 2018



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

⁽¹⁾ Dont non renseignés.

3. Économie

3.2. Emploi

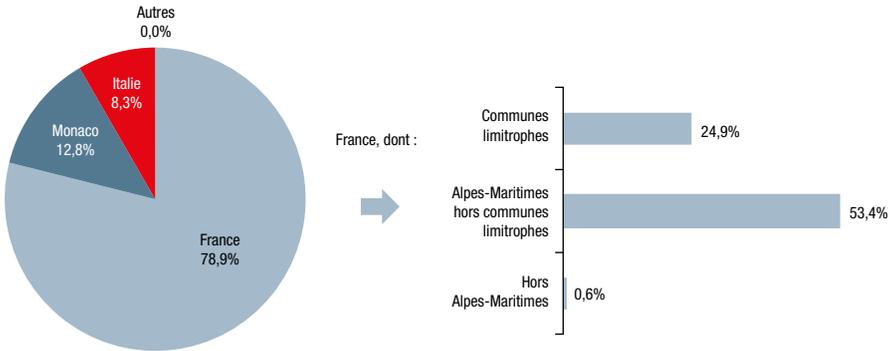
3.2.2. Secteur privé

➤ Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le lieu de résidence

	2014	2015	2016	2017	2018	Évolution 2017-18
Monaco	6 809	6 778	6 613	6 538	6 448	-1,4%
France, dont :	36 402	36 205	36 972	38 417	39 885	3,8%
Communes limitrophes ⁽¹⁾	12 003	11 985	12 206	12 486	12 583	0,8%
Alpes-Maritimes hors communes limitrophes	24 113	23 918	24 424	25 620	26 986	5,3%
Hors Alpes-Maritimes	287	302	343	311	316	1,6%
Italie	3 854	3 704	3 728	3 966	4 222	6,4%
Autres	9	5	11	8	8	0,0%
Non renseignés	829	812	595	764	1 038	35,9%
Total	47 903	47 504	47 919	49 693	51 601	3,8%

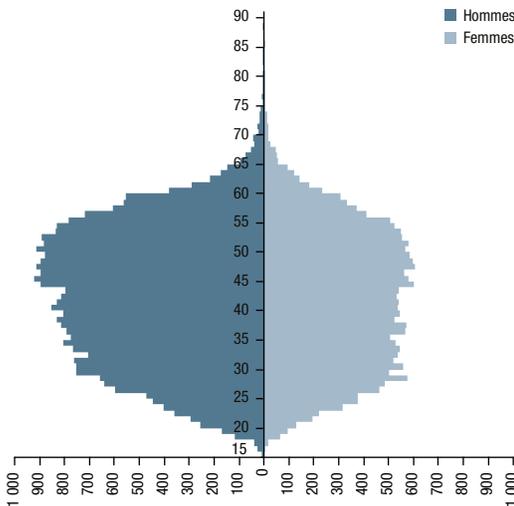
Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

➤ Répartition des salariés selon le lieu de résidence en 2018



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

➤ Pyramide des âges des salariés du secteur privé en 2018



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

➤ Âge moyen des salariés selon le sexe en 2018

	2018
Hommes	42,0
Femmes	41,5
Ensemble	41,8

Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

⁽¹⁾ Communes limitrophes : Beausoleil, Cap d'Ail, La Turbie et Roquebrune-Cap-Martin.

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.2. Secteur privé

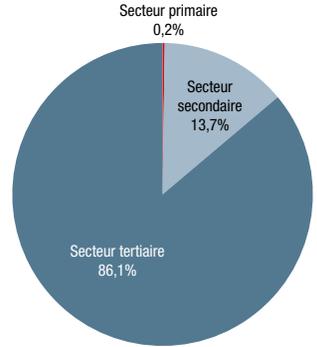
Salariés par secteur

► Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le secteur économique

Secteurs économiques	2014	2015	2016	2017	2018	Évolution 2017-18
Secteur primaire	155	129	125	124	120	-3,1%
Secteur secondaire	7 001	6 611	6 664	6 936	7 049	1,6%
Secteur tertiaire	40 747	40 764	41 131	42 633	44 431	4,2%
Total	47 903	47 504	47 919	49 693	51 601	3,8%

Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

► Répartition des salariés selon le secteur économique en 2018



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

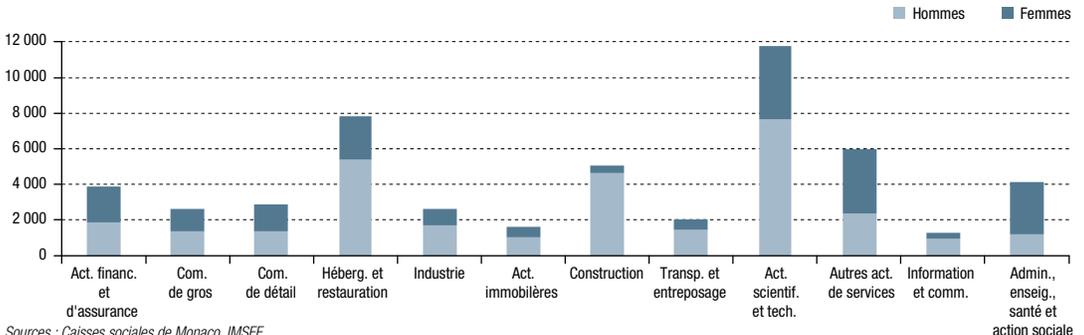
► Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le GSA

	2014	2015	2016	2017	2018	Évolution 2017-18
Activités financières et d'assurance	3 566	3 720	3 802	3 845	3 880	0,9%
Commerce de gros	2 259	2 345	2 525	2 573	2 616	1,6%
Commerce de détail	2 723	2 763	2 720	2 769	2 887	4,3%
Hébergement et restauration	5 868	5 756	5 514	7 703	7 791	1,1%
Industries manufacturières, extractives et autres	3 174	2 872	2 696	2 645	2 603	-1,6%
Activités immobilières	1 481	1 533	1 654	1 611	1 617	0,3%
Construction	4 402	4 309	4 565	4 888	5 063	3,6%
Transport et entreposage	1 967	1 939	1 983	1 984	2 027	2,1%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	10 646	10 180	9 886	10 688	11 754	10,0%
Autres activités de services	6 824	7 062	7 478	5 851	5 969	2,0%
Information et communication	1 200	1 193	1 216	1 195	1 304	9,1%
Administration, enseignement, santé et action sociale	3 794	3 832	3 880	3 941	4 091	3,8%
Total	47 903	47 505	47 919	49 693	51 601	3,8%

Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

Les fortes variations entre 2016 et 2017 pour les secteurs de l'Hébergement et de la restauration et les Autres activités de services ne correspondent pas à l'évolution des emplois sectoriels. Elles sont le résultat d'une modification de classification des emplois d'une entité économique. En effet, cette société unique, qui avait des employés classés dans deux secteurs différents, a fait l'objet d'une régularisation du classement statistique en 2017.

► Nombre de salariés du secteur privé selon les grands secteurs d'activité et le sexe en 2018



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.2. Secteur privé

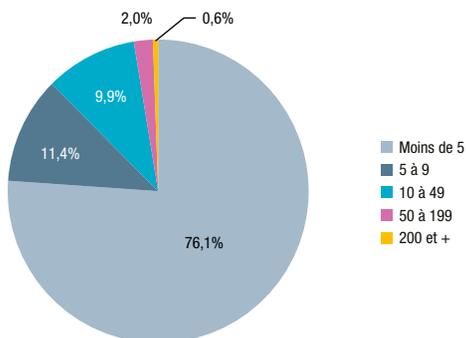
Employeurs

► Répartition du nombre d'employeurs selon le GSA et la tranche de salariés en 2018

	Moins de 5	5 à 9	10 à 49	50 à 199	200 et +	Total
Activités financières et d'assurance	134	42	38	14	4	232
Commerce de gros	250	69	63	4		386
Commerce de détail	308	101	55	1	1	466
Hébergement et restauration	74	56	49	11	5	195
Industries manufacturières, extractives et autres	49	23	33	10	3	118
Activités immobilières	341	66	36			443
Construction	140	64	115	16	1	336
Transport et entreposage	48	28	32	11		119
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	401	122	109	36	13	681
Autres activités de services	2 779	85	37	13	3	2 917
<i>dont employeurs des gens de maison</i>	2 346	23	5			2 374
Information et communication	72	30	23	2	1	128
Administration, enseignement, santé et action sociale	55	12	14	7	3	91
Total	4 651	698	604	125	34	6 112
Total hors employeurs des gens de maison	2 305	675	599	125	34	3 738

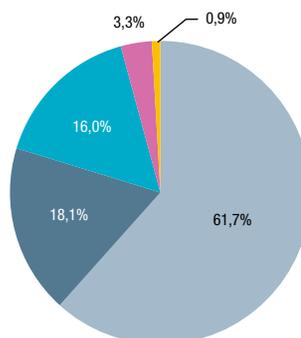
Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

► Répartition du nombre d'employeurs selon la tranche de salariés en 2018



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

► Répartition du nombre d'employeurs selon la tranche de salariés en 2018 (hors employeurs des gens de maison)



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.2. Secteur privé

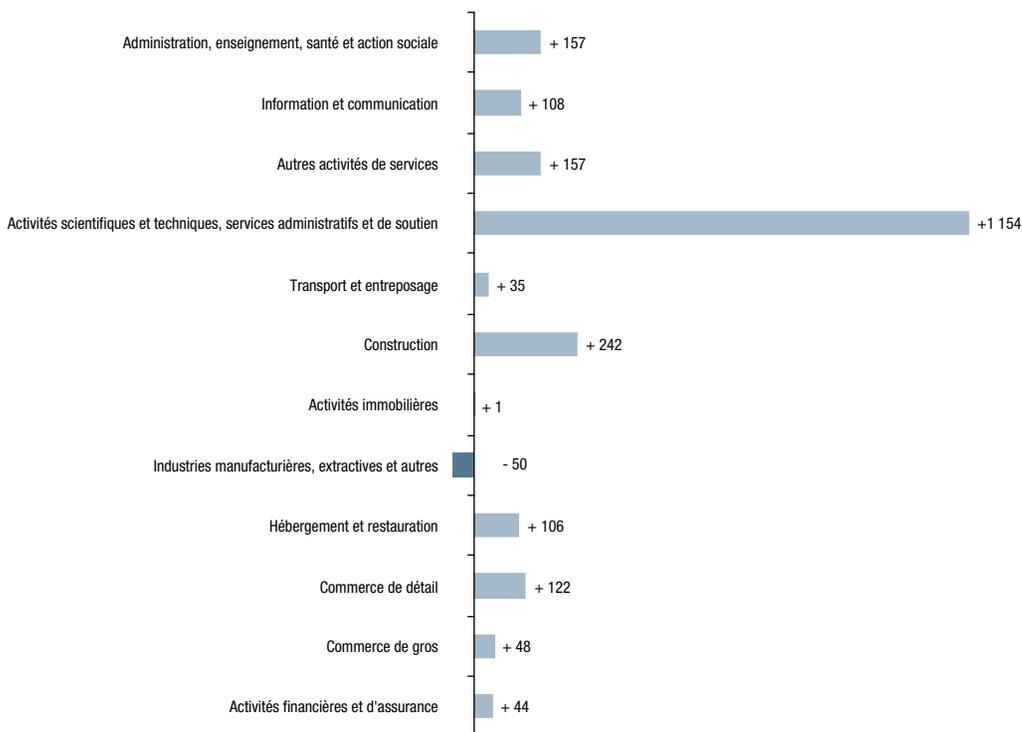
Emplois par grand secteur d'activité (GSA)

► Évolution du nombre d'emplois selon le GSA

	2014	2015	2016	2017	2018	Poids
Activités financières et d'assurance	3 620	3 782	3 867	3 898	3 942	7,1%
Commerce de gros	2 325	2 417	2 589	2 623	2 671	4,8%
Commerce de détail	2 798	2 839	2 802	2 845	2 967	5,4%
Hébergement et restauration	6 072	5 940	5 694	7 938	8 044	14,5%
Industries manufacturières, extractives et autres	3 194	2 892	2 716	2 668	2 618	4,7%
Activités immobilières	1 602	1 653	1 787	1 722	1 723	3,1%
Construction	4 561	4 507	4 773	5 108	5 350	9,7%
Transport et entreposage	2 002	1 983	2 015	2 025	2 060	3,7%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	11 780	11 292	11 164	12 231	13 385	24,1%
Autres activités de services	7 822	8 102	8 601	7 015	7 172	12,9%
Information et communication	1 223	1 215	1 241	1 215	1 323	2,4%
Administration, enseignement, santé et action sociale	3 869	3 911	3 951	4 015	4 172	7,5%
Total	50 868	50 533	51 200	53 303	55 427	100%

Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

► Solde 2017-2018 de créations / radiations d'emplois selon le GSA



Sources : Caisses sociales de Monaco, IMSEE

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.3. Télétravail

Après plusieurs années de négociation avec les autorités françaises, la Principauté de Monaco s'est dotée, en 2016, des textes juridiques permettant la mise en place du télétravail en créant un dispositif clair, encadré, et protecteur tant pour les salariés que pour les employeurs de la Principauté.

Ainsi, la Loi n. 1.429 du 04/07/2016 relative au télétravail prévoit qu'avant la mise en œuvre du dispositif au sein de son entreprise, l'employeur rédige un dispositif-cadre, qui doit être visé par la Direction du Travail.

C'est pour cette raison que les statistiques ci-après distinguent le nombre de dispositifs validés par la Direction du Travail, du nombre d'entreprises qui ont effectivement mis en place cette nouvelle forme d'organisation du travail, une fois leur dispositif visé par les autorités compétentes.

Il est important de rappeler également qu'à ce jour :

- compte tenu du cadre des négociations bilatérales, le télétravail n'est permis que pour les salariés domiciliés en Principauté ou en France,
- le télétravail n'est admis que dans le secteur privé.

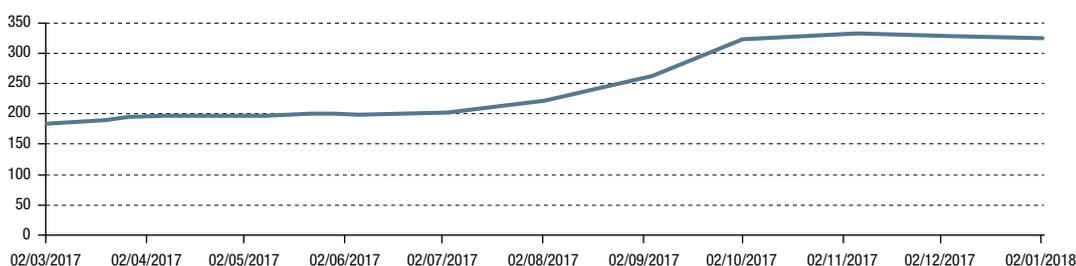
Les statistiques relatives au télétravail ont été mises en place à partir de mars 2017. Les données présentées sont arrêtées au 31 décembre de l'année considérée.

➤ Évolution du nombre d'employeurs et de salariés utilisant le télétravail dans le secteur privé

	2017	2018	Évolution 2017-18
Nombre d'employeurs pouvant utiliser le télétravail (dispositifs validés)	32	63	97%
Nombre d'employeurs utilisant le télétravail	27	50	85%
Nombre de salariés télétravailleurs	325	738	127%

Sources : Direction du Travail, IMSEE

➤ Évolution du nombre de salariés télétravailleurs



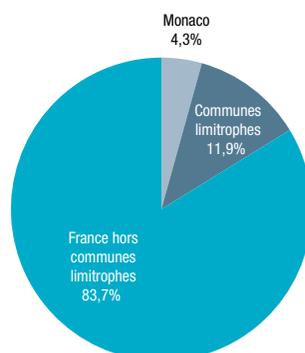
Sources : Direction du Travail, IMSEE

➤ Évolution du nombre de télétravailleurs selon le lieu de résidence

	2017	2018	Évolution 2017-18
Monaco	16	32	100%
Communes limitrophes	52	88	69%
France hors communes limitrophes	257	618	140%
Total	325	738	127%

Sources : Direction du Travail, IMSEE

➤ Répartition des télétravailleurs par lieu de résidence en 2018



Sources : Direction du Travail, IMSEE

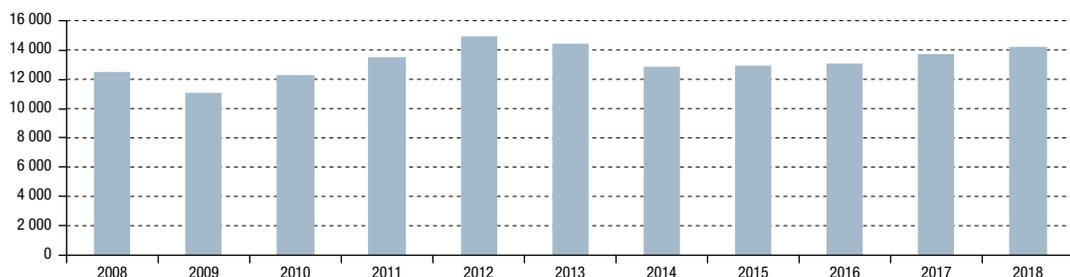
3. Économie

3.3. Chiffre d'affaires

Le total du chiffre d'affaires n'inclut pas celui des Activités financières et d'assurance. Pour ce secteur, le chiffre d'affaires étant un indicateur moins pertinent que pour les autres secteurs, il est donné à titre indicatif.

3.3.1. Évolution du chiffre d'affaires (hors activités financières et d'assurance)

► Évolution du chiffre d'affaires



Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3.3.2. Chiffre d'affaires par Grand Secteur d'Activité (GSA)

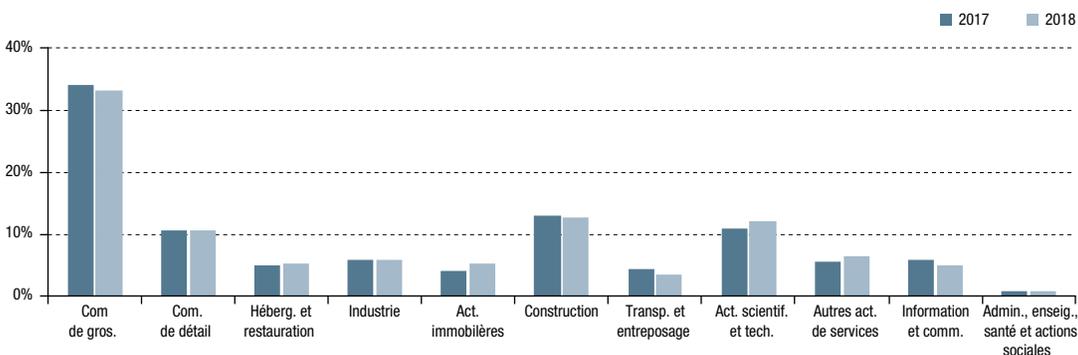
► Évolution du chiffre d'affaires selon le GSA

	2017	2018	Variation
<i>Activités financières et d'assurance</i>	1 693,4	1 718,1	1,5%
Commerce de gros	4 663,6	4 724,0	1,3%
Commerce de détail	1 466,0	1 519,8	3,7%
Hébergement et restauration	666,7	746,2	11,9%
Industries manufacturières, extractives et autres	815,3	838,2	2,8%
Activités immobilières	573,5	725,4	26,5%
Construction	1 797,3	1 798,3	0,1%
Transport et entreposage	591,3	493,9	-16,5%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1 503,9	1 697,9	12,9%
Autres activités de services	770,3	910,3	18,2%
Information et communication	804,0	688,8	-14,3%
Administration, enseignement, santé et action sociale	89,7	92,6	3,3%
Total	13 741,5	14 235,5	3,6%

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution de la part du chiffre d'affaires selon le GSA



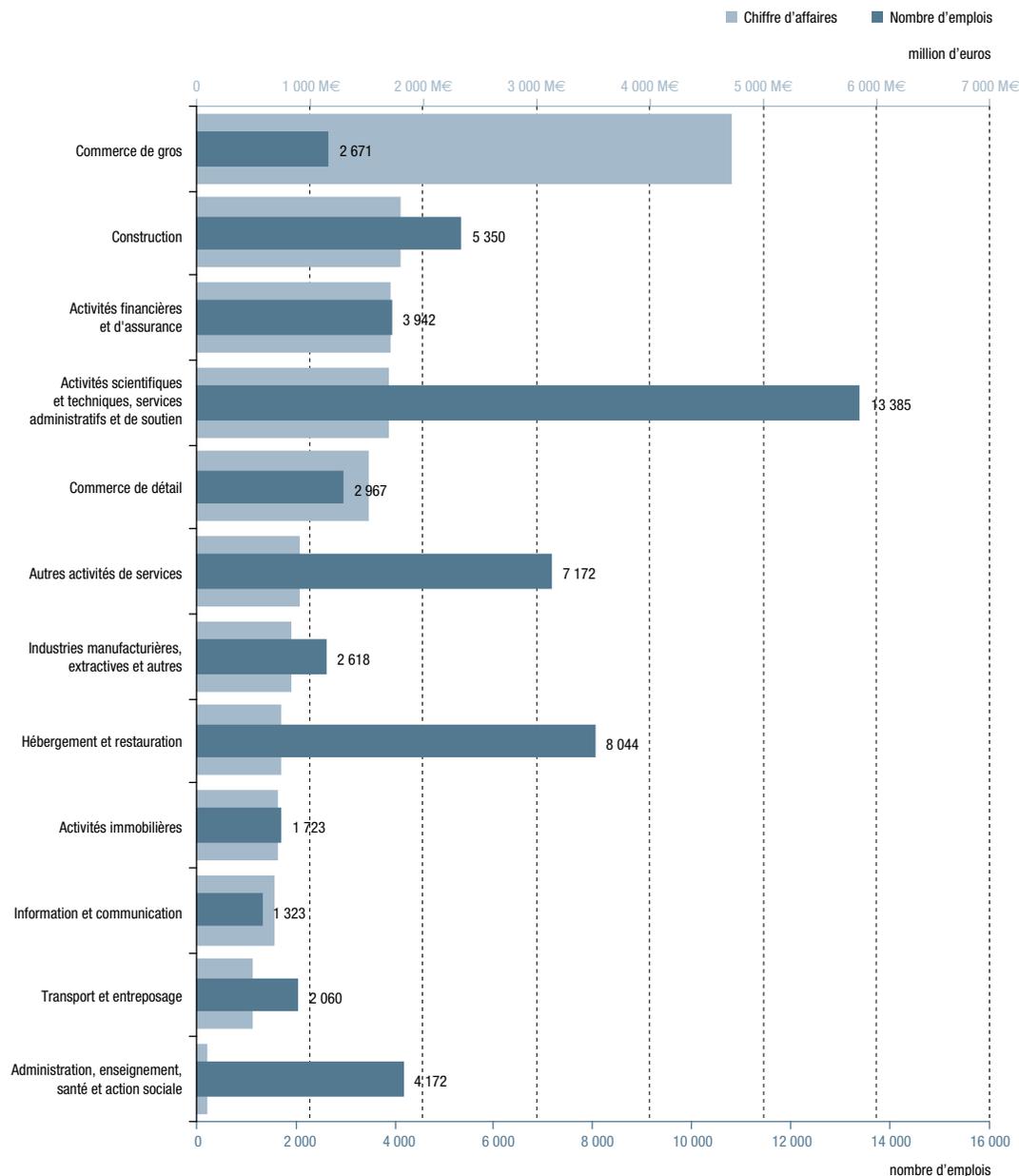
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3. Économie

3.3. Chiffre d'affaires

3.3.3. Chiffre d'affaires et nombre d'emplois selon le GSA

► Chiffre d'affaires et nombre d'emplois selon le GSA en 2018



Sources : Direction des Services Fiscaux, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Total CA hors Activités financières et d'assurance : 14 236 millions d'euros

Total Emplois : 55 427

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.1. Budget de l'État

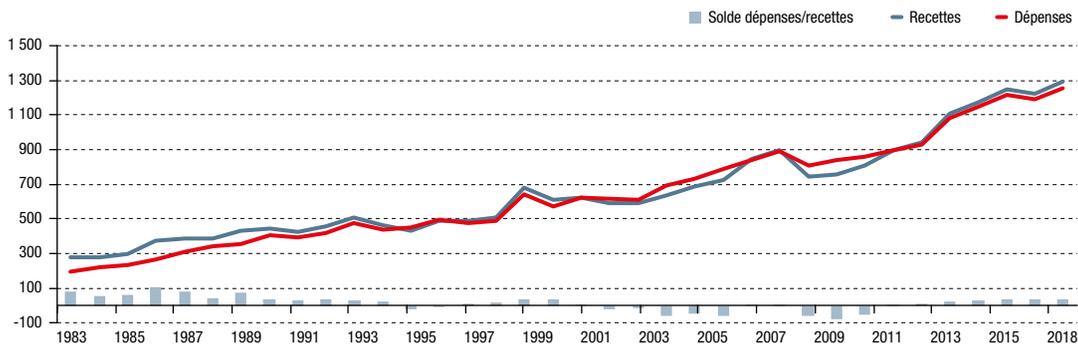
► Évolution du budget de l'État

	2014	2015	2016	2017	2018
Recettes	1 111,4	1 173,0	1 251,2	1 225,6	1 292,1
Dépenses	1 085,7	1 144,0	1 215,3	1 189,0	1 253,7
Dépenses ordinaires	697,2	733,2	747,1	798,9	842,2
Dépenses équipement	388,5	410,7	468,3	390,1	411,4
Solde dépenses/recettes	25,7	29,0	35,9	36,6	38,4

Unité : million d'euros

Source : Direction du Budget et du Trésor

► Évolution du budget de l'État



Unité : million d'euros

Source : Direction du Budget et du Trésor

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.2. Recettes de l'État

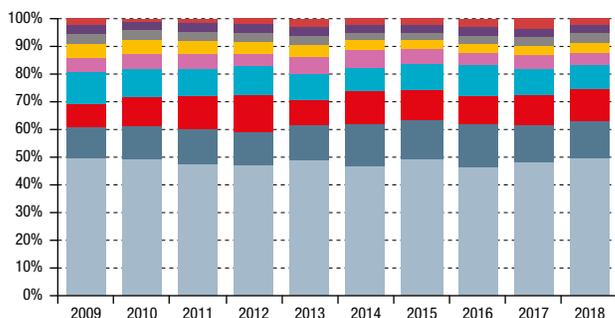
► Évolution des recettes de l'État

	2014	2015	2016	2017	2018
Transactions Commerciales (TVA)	521,9	575,7	579,8	590,8	640,9
Transactions Juridiques	171,1	172,1	195,9	168,5	173,6
Bénéfices commerciaux	126,3	124,3	124,9	129,2	150,6
Domaine Immobilier	97,1	107,9	139,7	116,6	111,1
Monopoles Concédés	68,6	65,3	60,0	58,2	56,0
Monopoles Exploités par l'Etat	39,4	37,5	39,5	41,0	47,4
Droits de Douane	28,9	29,6	33,8	43,0	46,1
Autres Recettes	30,7	33,0	43,7	35,8	37,8
Domaine Financier	27,4	27,8	34,0	42,6	28,5
	1 111,4	1 173,0	1 251,2	1 225,6	1 292,1

Unité : million d'euros

Source : Direction du Budget et du Trésor

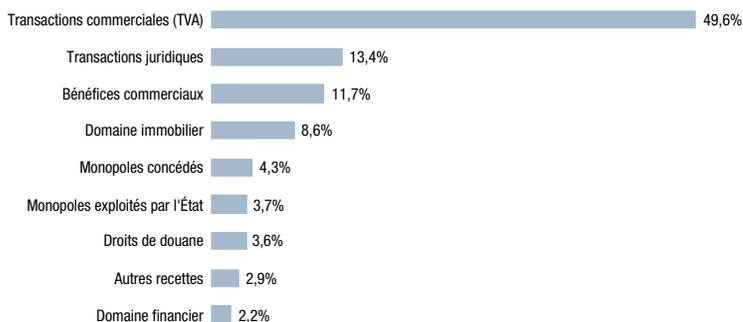
► Évolution de la répartition des recettes de l'État



Source : Direction du Budget et du Trésor

- **Transactions commerciales** : la taxe sur la valeur ajoutée ;
- **Transactions juridiques** : les droits de mutation, les droits sur les autres actes civils et administratifs, les taxes sur les assurances ;
- **Bénéfices commerciaux** : l'impôt sur les bénéfices ;
- **Domaine immobilier** : l'ensemble des revenus des immeubles à usage locatif et les recettes des parkings publics ;
- **Monopoles concédés** : les redevances concernant les monopoles dont les principaux sont la Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers à Monaco, Monaco Telecom, la Société Monégasque d'Électricité et du Gaz, la SAM d'Exploitation des Ports de Monaco ;
- **Monopoles exploités** : les recettes concernant la Régie des Tabacs, de l'Office des Émissions de Timbres-Poste, des Postes-Télégraphes ;
- **Droits de douane** : les droits de douane ;
- **Autres recettes** : les produits et recettes des services administratifs, les droits de consommation.
- **Domaine financier** : les revenus des valeurs mobilières, les intérêts bancaires ;

► Répartition des recettes de l'État en 2018



Source : Direction du Budget et du Trésor

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.3. Dépenses de l'État

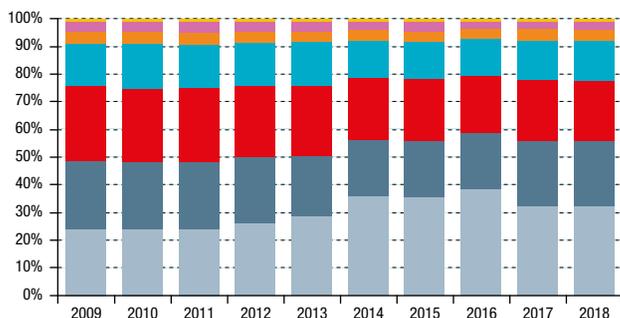
► Évolution des dépenses de l'État

	2014	2015	2016	2017	2018
Équipement et investissements	388,5	410,7	468,3	390,1	411,4
Interventions publiques	224,1	231,0	241,6	272,9	287,7
Moyens de services	243,2	252,0	257,8	267,4	275,7
Dépenses communes	149,2	157,1	163,2	169,6	181,3
Dépenses de Souveraineté	39,5	43,5	42,8	45,7	47,3
Services publics	35,4	43,2	35,4	36,6	42,4
Assemblée et Corps constitués	5,9	6,5	6,4	6,8	7,8
Total	1 085,7	1 144,0	1 215,3	1 189,0	1 253,7

Unité : million d'euros

Source : Direction du Budget et du Trésor

► Évolution de la répartition des dépenses de l'État



Source : Direction du Budget et du Trésor

■ **Budgets d'équipement et d'investissements** : dépenses de gros travaux et de matériel d'équipement, et d'acquisitions d'immeubles. Elles concernent l'équipement routier, culturel, portuaire, urbain, sanitaire et social, administratif, sportif... ;

■ **Interventions publiques** : aides, subventions versées et politiques publiques menées par le Gouvernement. On y trouve la dotation communale, les subventions aux Établissements Publics, les aides versées dans les domaines international, éducatif et culturel, social et humanitaire, sportif, économique et aux manifestations ;

■ **Moyens de services** : dépenses de fonctionnement directement engagées par les Départements et les Services administratifs ;

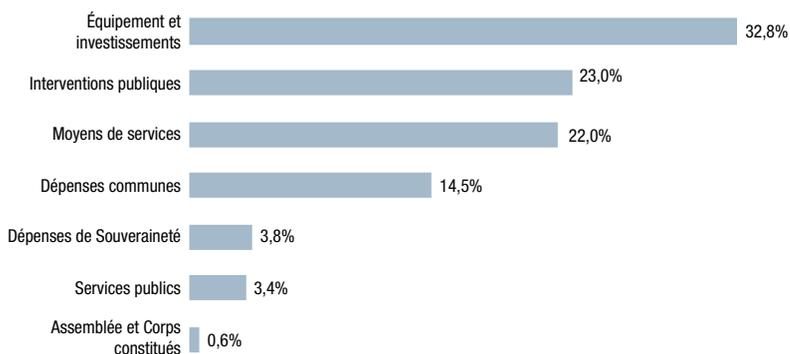
■ **Dépenses communes** : dépenses gérées de façon commune par certains Services au profit de tous les Services : charges sociales, nettoyage des locaux, dépenses d'eau, gaz, électricité, assurance des bâtiments domaniaux, matériel informatique des Services administratifs... ;

■ **Dépenses de Souveraineté** : dépenses du Palais Princier et de la Maison Souveraine ;

■ **Services publics** : dépenses de nettoyage de la ville, de collecte et incinération, d'éclairage public, de consommation d'eau, de transports publics... ;

■ **Assemblée et Corps constitués** : dépenses relatives au Conseil National, Conseil Économique et Social, Conseil d'État, Commission Supérieure des Comptes, ...

► Répartition des dépenses de l'État en 2018



Source : Direction du Budget et du Trésor

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.4. Fonds de Réserve Constitutionnel (FRC)

Créé par la Constitution de 1962, le Fonds de Réserve Constitutionnel est la réserve, le « bas de laine » de l'État monégasque. C'est une entité comptable autonome, disposant d'un patrimoine propre et jouissant d'un statut particulier.

Les produits sont constitués, d'après la Constitution, de l'excédent des recettes sur les dépenses constaté après la clôture de l'exercice budgétaire (Ordonnance Souveraine du 29/02/1968) ainsi que des produits de la gestion financière, de la gestion immobilière, des ventes des biens meubles ou immeubles. De même, sont incorporées au FRC les plus-values résultant de la réalisation d'actifs ou de la réévaluation des biens mobiliers et immobiliers.

Les dépenses comprennent, d'après la Constitution, l'excédent des dépenses sur les recettes constaté après la clôture de l'exercice budgétaire (Ordonnance Souveraine du 29/02/1968) ainsi que les charges de la gestion financière, de la gestion immobilière, les achats de biens meubles ou immeubles et les moins-values dégagées par la réalisation ou la dépréciation de ces biens.

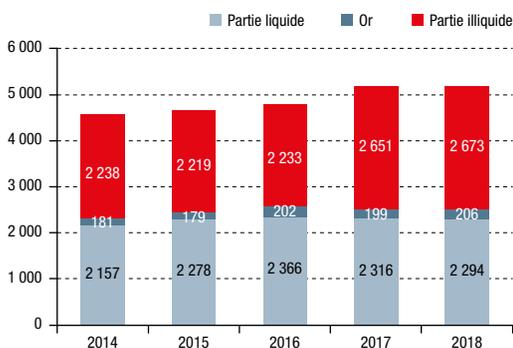
À fin décembre 2018, le montant de l'actif du Fonds de Réserve Constitutionnel se situe à environ 5,2 Mds€. Il comporte :

- une réserve d'or de l'ordre de 206 M€ ;
- une partie « disponible » (liquide) de 2,3 Mds€ composée de titres de placements financiers (fonds communs de placement composés d'actions, d'obligations, etc.) et de disponibilités bancaires ;
- une partie « illiquide » de 2,7 Mds€. Elle est majoritairement composée d'immeubles (1,74 Mds €). La réévaluation des biens immobiliers se fait selon l'évolution de l'indice de la construction BT01. Ces biens immobiliers sont situés à Monaco ou dans les communes limitrophes, à l'exception des Ambassades. La valeur des immeubles est en augmentation sur l'exercice (+ 4,3%) en raison de leur réévaluation et compte tenu des acquisitions, ventes et opérations réalisées ;

Les biens immeubles détenus par le FRC génèrent dans leur grande majorité des revenus locatifs, étant occupés par des entreprises, des commerces, ou des particuliers. La partie « illiquide » comporte également les participations de l'Etat dans des sociétés, notamment une partie des actions de la S.B.M. (39,74% du capital) ou d'autres sociétés ayant des liens directs avec l'Etat, comme les concessionnaires SMEG, SMEAUX, la Société d'Exploitation du Grimaldi Forum, la Société d'Exploitation des Ports de Monaco, etc. Cette partie est de l'ordre de 498,3 M€. La participation de l'Etat dans Monaco Télécom (50%) et une autre partie des actions de la S.B.M. (24,47% du capital), inaliénables jusqu'au 31 juillet 2018, mais dorénavant soumises à la cotation, relèvent en revanche de la comptabilité du Budget.

Enfin le FRC, lorsque cela est nécessaire, procède à des avances de trésorerie au budget de l'État.

► Evolution de la répartition de l'actif du fonds de réserve constitutionnel (FRC)



Unité : million d'euros

Source : Direction du Budget et du Trésor

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement (APD)

➤ Évolution de l'APD de Monaco

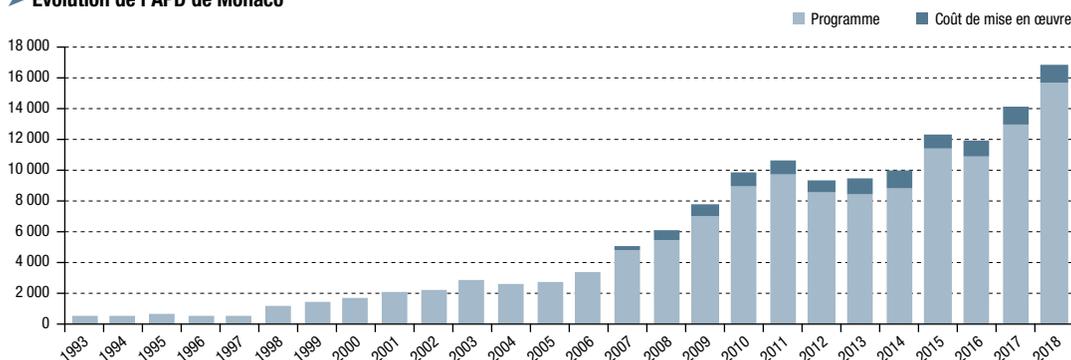
	2014	2015	2016	2017	2018
Programme	8 822	11 382	10 940	13 000	15 671
Coût de mise en œuvre	1 131	985	1 023	1 149	1 153
Total	9 953	12 366	11 963	14 149	16 823

Unité : millier d'euros

Source : Direction de la Coopération Internationale

Le Programme correspond aux sommes déboursées pour l'année. Les coûts de mise en œuvre correspondent aux salaires des agents de la Direction de la Coopération Internationale, aux frais de la structure, aux frais de missions, etc..

➤ Évolution de l'APD de Monaco



Unité : millier d'euros

Source : Direction de la Coopération Internationale

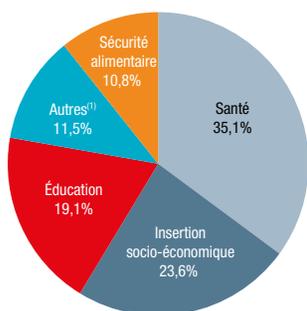
➤ Évolution de l'APD selon le domaine d'intervention prioritaire

	2014	2015	2016	2017	2018
Santé	3 044	2 845	2 848	3 745	4 015
Insertion socio-économique	1 733	1 868	2 742	2 019	2 702
Éducation	2 094	2 040	1 315	2 257	2 182
Autres	451	1 124	1 716	1 534	1 314
Sécurité alimentaire	n.d	n.d	n.d	n.d	1 231
Total	7 321	7 877	8 621	9 554	11 444

Unité : millier d'euros

Source : Direction de la Coopération Internationale

➤ Répartition de l'APD par domaine d'intervention prioritaire en 2018



Source : Direction de la Coopération Internationale

- SANTÉ
 - Lutte contre les pandémies et les maladies négligées
 - Amélioration de la santé maternelle et infantile
 - Soutien aux systèmes de santé nationaux et accès aux soins médicaux
- ÉDUCATION
 - Accès à l'éducation et l'alphabétisation
 - Soutien à la formation professionnelle
- INSERTION SOCIO-ÉCONOMIQUE
 - Assistance et insertion sociale des populations vulnérables
 - Entrepreneurat social / développement économique local (personnes en situation de handicap)
- SECURITE ALIMENTAIRE
 - Nutrition
 - Production alimentaire et filières agricoles
- AUTRES DOMAINES
 - Protection civile
 - Aide d'urgence
 - Sensibilisation

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement (APD)

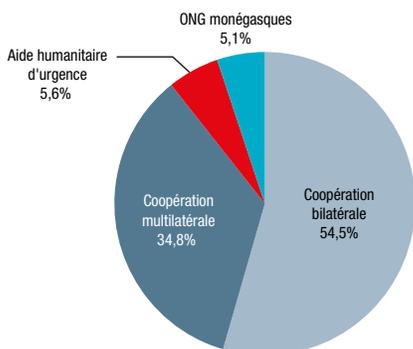
► Évolution de l'APD selon le canal d'intervention

	2014	2015	2016	2017	2018
Coopération bilatérale	4 782	5 581	6 283	7 090	8 538
Coopération multilatérale	2 661	2 882	3 123	4 235	5 457
Aide humanitaire d'urgence	618	915	822	960	870
ONG monégasques	760	2 003	711	715	805
Total hors coûts de mise en œuvre	8 822	11 382	10 940	13 000	15 671

Unité : millier d'euros

Source : Direction de la Coopération Internationale

► Répartition de l'APD par canal d'intervention en 2018



Source : Direction de la Coopération Internationale

La coopération monégasque se déploie selon quatre canaux d'intervention :

Coopération bilatérale : partenariats avec des États, des collectivités locales, des ONG mais également des Organisations Internationales pour des projets particuliers soutenus dans les pays d'intervention.

Coopération multilatérale : contributions obligatoires et volontaires versées aux Organisations Internationales telles que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), le Programme Alimentaire Mondiale (PAM), etc.

Aide humanitaire d'urgence : contribution volontaire en réponse à des crises humanitaires ou des catastrophes naturelles.

Partenariat avec les ONG monégasques : co-financement de projets et renforcement de compétences pour les ONG de Monaco actives dans le domaine de la Solidarité Internationale (OSI). Soutien au Monaco Collectif Humanitaire (hospitalisation en Principauté d'enfants dont les pathologies ne sont pas opérables dans leur pays d'origine).

Source : Direction de la Coopération Internationale

Définition

ONG : Organisations non gouvernementales.

OSI : Organismes de Solidarité Internationale.

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.6. Monopoles exploités par l'État

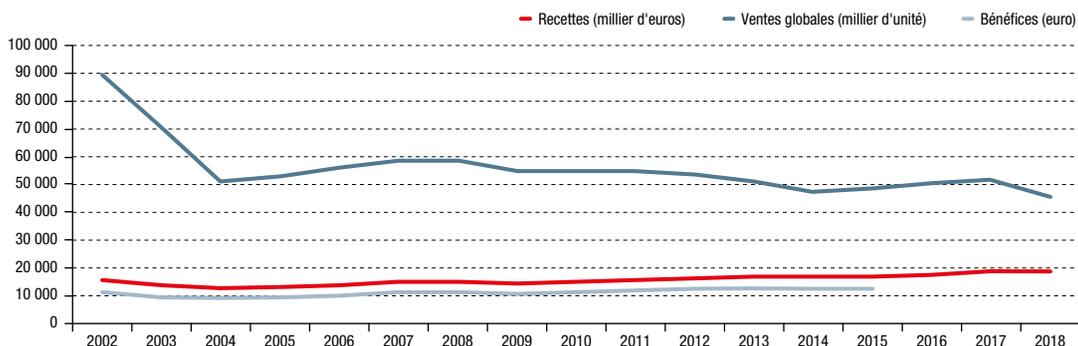
Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

► Évolution des résultats budgétaires - marché intérieur et sous douane

	2014	2015	2016	2017	2018
Ventes globales (millier d'unité)	47 663	48 329	50 765	52 013	45 536
Recettes (euro)	16 586 317	16 926 157	17 455 321	18 797 988	18 429 346
Bénéfices (euro)	12 453 145	12 526 468	n.d.	n.d.	n.d.
Poids	75,1%	74,0%	n.d.	n.d.	n.d.

Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

► Comparatif des recettes budgétaires et des ventes



Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

► Vente de tabacs selon le type en 2018 - marché intérieur

	Unités	Poids	Valeurs ventes	Poids
Cigarettes	37 065	81,4%	14 485	74,8%
Cigares	140	0,3%	1 904	9,8%
Cigarillos	1 002	2,2%	572	3,0%
Tabacs à chauffer	5 105	11,2%	1 787	9,2%
Tabacs à rouler	1 271	2,8%	438	2,3%
Tabacs à pipe	80	0,2%	24	0,1%
Tabacs à narguilé	872	1,9%	150	0,8%
Total	45 536	100%	19 361	100%

Unité : millier

Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.6. Monopoles exploités par l'État

Office des Émissions de Timbres-Poste

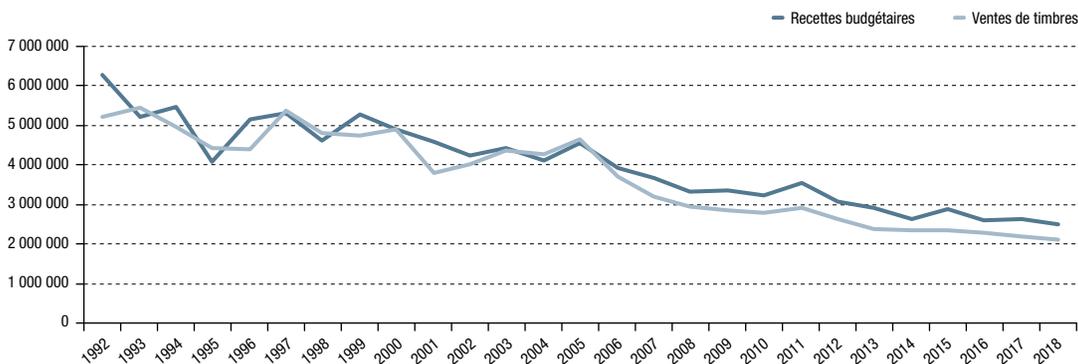
► Comparatif des recettes budgétaires

	2014	2015	2016	2017	2018
Ventes de timbres	2 332 216	2 358 914	2 273 549	2 175 158	2 109 727
Valeur émission	62,7	65,2	67,7	72,5	77,6
Recettes budgétaires	2 640 901	2 870 596	2 590 246	2 627 181	2 496 883

Unité : euro

Source : Office des Émissions de Timbres-Poste

► Évolution des résultats budgétaires



Unité : euro

Source : Office des Émissions de Timbres-Poste

Autres monopoles exploités par l'État

Voir chapitre 3.4.8. Postes.

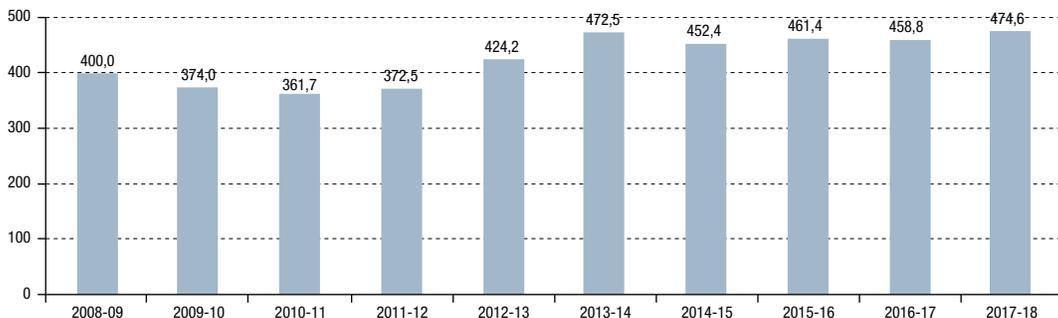
3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.7. Monopoles concédés par l'État

Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers

► Évolution du chiffre d'affaires



Unité : million d'euros

Source : Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers

Total jeux 2017-18 : 200,7 millions d'euros.

Total des travaux et acquisitions d'immobilisation en 2017-18 : 191,8 millions d'euros.

► Évolution de l'effectif au 31 mars

	2014	2015	2016	2017	2018
Cadres	623	644	663	688	707
Agents de maîtrise & Employés	3 514	3 520	3 441	3 460	3 506
Total	4 137	4 164	4 104	4 148	4 213

Source : Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers

Autres monopoles concédés par l'État

Voir chapitres 1.3. Énergie, 4.8. Transports et mobilité et 4.9. Télécommunications.

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.8. Postes

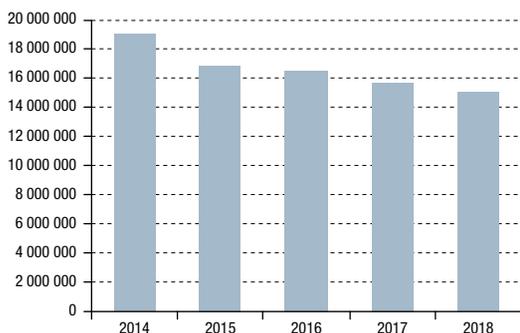
Courrier distribué

► Évolution du nombre d'objets distribués

	2014	2015	2016	2017	2018	Évolution 2017-18
Lettres	19 034 070	16 821 820	16 566 165	15 767 169	15 040 594	-4,6%
Colis	261 041	261 531	308 291	330 492	359 862	8,9%
Chronopost	161 953	189 764	216 327	280 223	332 696	18,7%
Total objets distribués	19 457 064	17 273 115	17 090 783	16 377 884	15 733 152	-3,9%

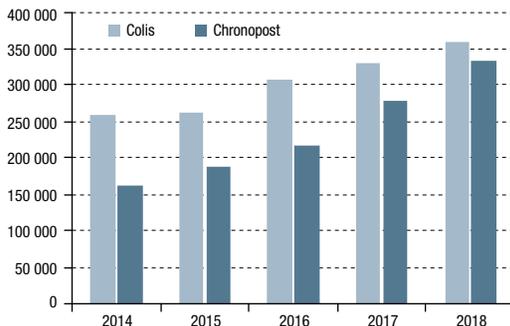
Source : La Poste Monaco

► Évolution du courrier distribué - Lettres



Source : La Poste Monaco

► Évolution du courrier distribué - hors Lettres



Source : La Poste Monaco

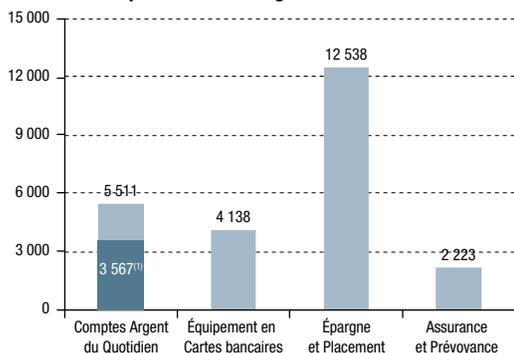
► Évolution des services financiers de La Poste

	2014	2015	2016	2017	2018	Évolution 2017-18
Crédits immobiliers	3 184	11 433	5 736	5 806	3 603	-37,9%
Collecte externe	12 212	15 510	15 627	13 710	9 120	-33,5%
Collecte brute	26 908	17 896	16 470	17 152	10 485	-38,9%

Unité : millier d'euros

Source : La Poste Monaco

► Nombre de produits selon la gamme en 2018



Unité : millier d'euros

Source : La Poste Monaco

(1) Dont Conventions de Comptes.

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.8. Postes

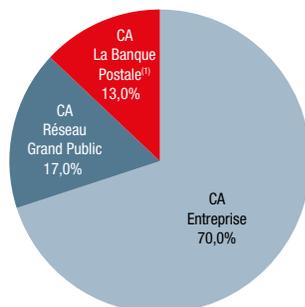
► Évolution du chiffre d'affaires de La Poste

	2014	2015	2016	2017	2018
Courrier réseau	2 316	2 289	2 300	2 385	2 278
Colis réseau	657	782	760	783	754
Chronopost réseau	444	456	457	438	394
Total Réseau Grand Public	3 417	3 527	3 517	3 606	3 426
Courrier entreprise	8 424	8 427	8 660	8 644	9 460
Colis entreprise	2 723	3 454	4 272	4 849	4 957
Total Commercial Entreprise	11 147	11 881	12 932	13 493	14 417

Unité : millier d'euros

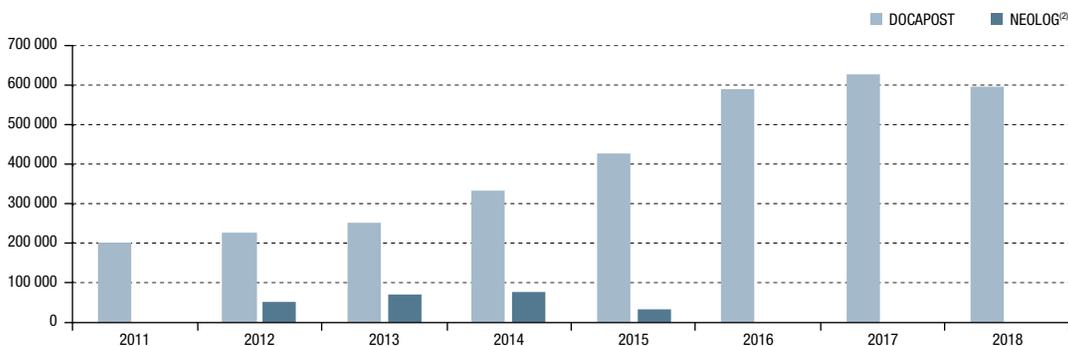
Source : La Poste Monaco

► Répartition du chiffre d'affaires global en 2018



Source : La Poste Monaco

► Évolution du chiffre d'affaires selon les filiales



Unité : euro

Source : La Poste Monaco

► Évolution des effectifs selon le sexe

	2014	2015	2016	2017	2018
Hommes	117	121	127	121	127
Femmes	52	52	51	46	40
Total	169	173	178	167	167

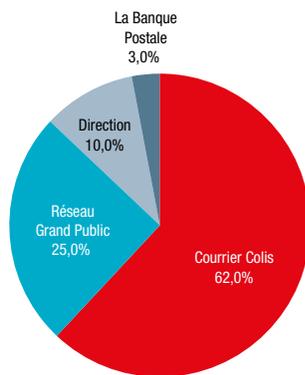
Source : La Poste Monaco

► Évolution des effectifs selon l'âge

	2014	2015	2016	2017	2018
20-29 ans	24	23	36	34	24
30-39 ans	44	50	39	38	46
40-49 ans	33	38	37	36	38
50-59 ans	61	53	57	53	50
60 ans et plus	7	9	9	6	9
Total	169	173	178	167	167

Source : La Poste Monaco

► Répartition des effectifs selon l'activité en 2018



Source : La Poste Monaco

La Poste Monaco compte dans ses effectifs 36% de fonctionnaires Français et 64% de salariés en contrat à durée indéterminée.

⁽¹⁾ Estimation.

⁽²⁾ Neolog n'est plus commercialisé depuis 2016.

3. Économie

3.4. Finances publiques

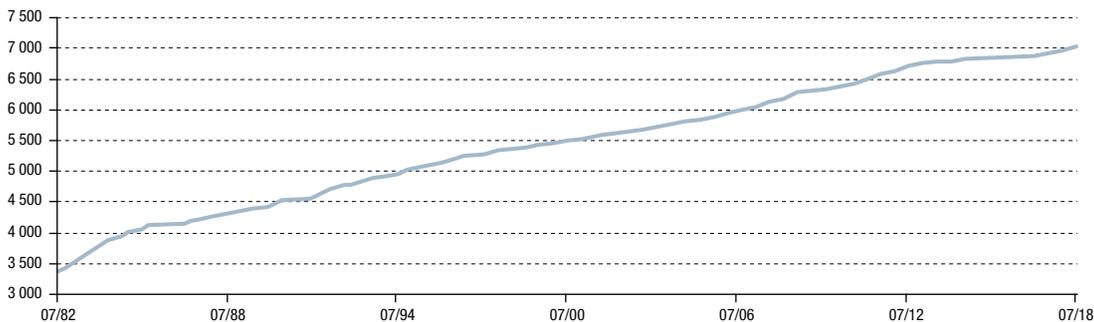
3.4.9. Évolution des traitements de la Fonction publique

► Évolution des traitements de la Fonction publique

	01/01/2015	01/07/2017	01/01/2018	01/07/2018	01/01/2019
Évolution	0,5%	0,8%	0,5%	0,7%	1,0%
Majoré 100 (euro)	6 825,46	6 880,06	6 914,46	6 962,86	7 032,49

Source : Direction du Budget et Trésor

► Évolution du traitement indiciaire de la Fonction publique



Source : Direction du Budget et Trésor

3. Économie

3.5. Activités financières

3.5.1. Établissements financiers

► Évolution du nombre de banques (établissements habilités à recevoir tous types de dépôts)

	2014	2015	2016	2017	2018
Sociétés de droit monégasque	18	17	17	15	15
Succursales de banques ayant leur siège à l'étranger	4	3	3	3	3
Établissements à statut particulier	1	1	1	1	1
Succursales de banques françaises	12	12	12	12	12
Total	35	33	33	31	31

Source : Direction du Budget et du Trésor

► Évolution du nombre de sociétés financières

	2014	2015	2016	2017	2018
Sociétés financières de droit monégasque	1	0	0	0	0
Succursales de sociétés financières françaises	2	3	3	4	4
Total	3	3	3	4	4

Source : Direction du Budget et du Trésor

► Évolution du nombre de Fonds Communs de Placements Monégasques

	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre	64	60	58	56	54
Actifs nets (en milliard d'euros)	4,6	4,1	4,3	4,6	4,2

Source : Direction du Budget et du Trésor

► Évolution du nombre de Sociétés de Gestion de Portefeuille

	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre	58	55	54	60	58

Source : Direction du Budget et du Trésor

► Évolution du nombre d'emplois

	2014	2015	2016	2017	2018		
Nombre d'emplois du secteur d'activité			3 620	3 782	3 867	3 898	3 942
dont Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite			2 575	2 757	2 735	2 718	2 677

Source : Caisses Sociales de Monaco

3.5.2. Évolution des dépôts, titres et crédits

► Évolution des dépôts, titres et crédits

	2014	2015	2016	2017	2018
Ressources de la Place	108,4	116,7	119,8	118,8	118,7
Dépôts	36,0	40,2	42,8	41,4	43,8
Titres	72,4	76,5	77,0	77,4	74,9
<i>Clientèle non financière</i>	67,0	71,8	72,3	72,4	70,5
<i>Clientèle financière</i>	5,4	4,7	4,7	5,0	4,4
Crédits	21,1	22,4	22,8	23,4	25,0

Unité : milliard d'euros

Source : Direction du Budget et du Trésor

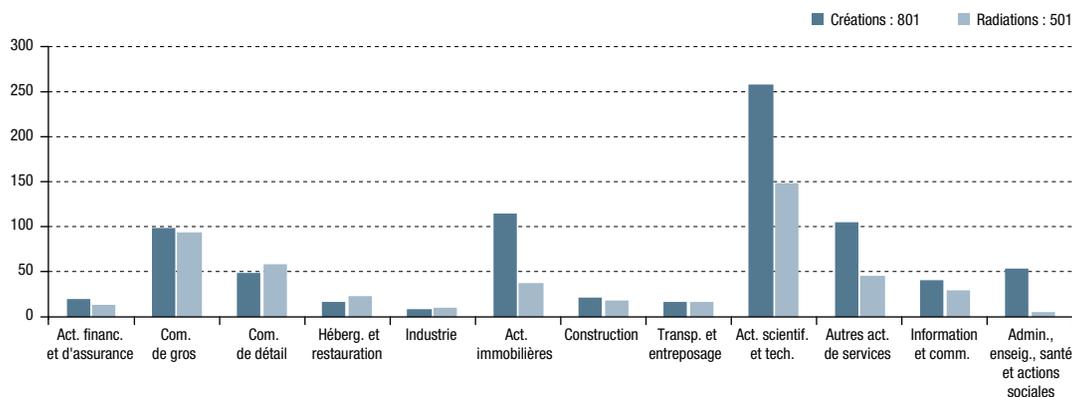
3. Économie

3.6. Agents économiques

3.6.1. Créations et radiations d'activité par GSA

Le Répertoire du NIS de la Principauté, créé par l'Arrêté Ministériel n°2013-234 du 22/04/2013 et tenu par l'IMSEE, recense l'ensemble des agents économiques et leurs établissements, notamment à des fins statistiques.

► Créations et radiations d'activité selon le GSA en 2018



Unité : nombre d'établissements

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

Les créations et radiations concernent toutes les formes juridiques du Répertoire NIS à l'exception des Sociétés civiles.

3.6.2. Entités en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI)

► Évolution du nombre d'agents économiques en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie selon la forme juridique (hors Société étrangère)

	2014	2015	2016	2017	2018
Personne Physique	1 683	1 759	1 813	1 947	2 048
Société Anonyme Monégasque	1 089	1 127	1 117	1 118	1 131
Société à Responsabilité Limitée	1 619	1 838	2 006	2 193	2 375
Société en Commandite Simple	142	129	115	99	93
Société en Nom Collectif	19	19	17	15	16
Total	4 552	4 872	5 068	5 372	5 663

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

► Évolution du nombre d'établissements en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie selon la forme juridique

	2014	2015	2016	2017	2018
Personne Physique	1 915	2 010	2 081	2 222	2 313
Société Anonyme Monégasque	1 210	1 252	1 241	1 246	1 259
Société à Responsabilité Limitée	1 653	1 878	2 052	2 247	2 434
Société en Commandite Simple	150	136	120	102	96
Société Étrangère	195	107	144	154	155
Société en Nom Collectif	20	20	18	16	17
Total	5 143	5 403	5 656	5 987	6 274

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

Définition

Agent économique : Un agent économique correspond à une structure (une SARL, une SAM, ...) donc à un n° RCI. Un agent économique peut avoir plusieurs établissements.

Établissement : Un établissement correspond à un Numéro d'Identification Statistique. Il est rattaché à un agent économique.

NIS : Numéro d'Identification Statistique.

3. Économie

3.6. Agents économiques

3.6.3. Gouvernance d'entreprises

Les données prennent en compte le nombre de personnes en activité au sein des Conseils d'Administration (CA) et des organes de décision des agents économiques, inscrites au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI) à l'exception de la forme juridique « Société étrangère », au 31 décembre de chaque année considérée.

► Évolution du nombre de personnes selon la forme juridique

	2014	2015	2016	2017	2018
Personne Physique	1 687	1 760	1 815	1 953	2 041
Société à Responsabilité Limitée	3 733	4 266	4 644	5 155	5 515
Société Anonyme	2 968	3 059	3 069	3 065	3 110
Société Anonyme à Objet Civil	nd	208	211	224	232
Société en Commandite Simple	306	275	238	199	191
Société en Nom Collectif	34	32	30	26	29
Total	8 728	9 600	10 007	10 622	11 118

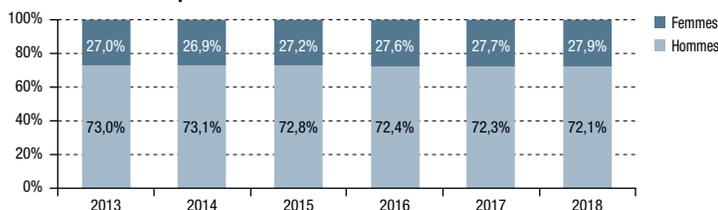
Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

► Représentation hommes/femmes selon la forme juridique en 2018

	Hommes	Femmes	Total
Personne Physique	68,5%	31,5%	100%
Société à Responsabilité Limitée	70,0%	30,0%	100%
Société Anonyme	78,6%	21,4%	100%
Société Anonyme à Objet Civil	71,6%	28,4%	100%
Société en Commandite Simple	65,4%	34,6%	100%
Société en Nom Collectif	69,0%	31,0%	100%
Total	72,1%	27,9%	100%

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

► Évolution de la représentation hommes/femmes



Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

► Évolution du nombre de personnes selon le GSA

	2014	2015	2016	2017	2018
Activités financières et d'assurance	533	645	665	684	742
Commerce de gros	1 737	1 867	1 972	2 056	2 096
Commerce de détail	984	1 015	1 012	1 029	1 051
Hébergement et restauration	419	422	415	401	400
Industries manufacturières, extractives et autres	360	384	380	366	365
Activités immobilières	436	582	669	779	850
Construction	746	790	825	839	863
Transport et entreposage	323	323	341	363	357
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	2 060	2 295	2 441	2 711	2 920
Autres activités de services	538	609	619	651	695
Information et communication	499	567	563	628	651
Administration, enseignement, santé et action sociale	93	101	105	115	128
Total	8 728	9 600	10 007	10 622	11 118

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

► Représentation hommes/femmes selon le GSA en 2018

	Hommes	Femmes	Total
Activités financières et d'assurance	82,3%	17,7%	100%
Commerce de gros	72,6%	27,4%	100%
Commerce de détail	61,9%	38,1%	100%
Hébergement et restauration	72,0%	28,0%	100%
Industries manufacturières, extractives et autres	75,9%	24,1%	100%
Activités immobilières	63,8%	36,2%	100%
Construction	79,7%	20,3%	100%
Transport et entreposage	82,4%	17,6%	100%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	71,3%	28,7%	100%
Autres activités de services	65,0%	35,0%	100%
Information et communication	80,8%	19,2%	100%
Administration, enseignement, santé et action sociale	60,9%	39,1%	100%
Total	72,1%	27,9%	100%

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

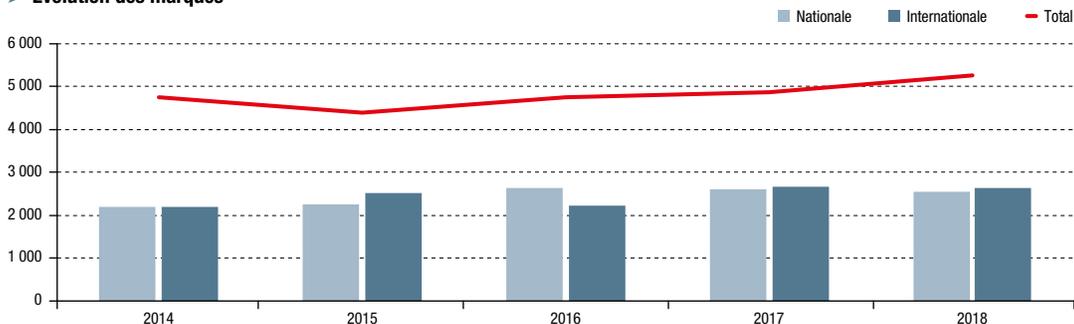
3. Économie

3.6. Agents économiques

3.6.4. Propriété intellectuelle

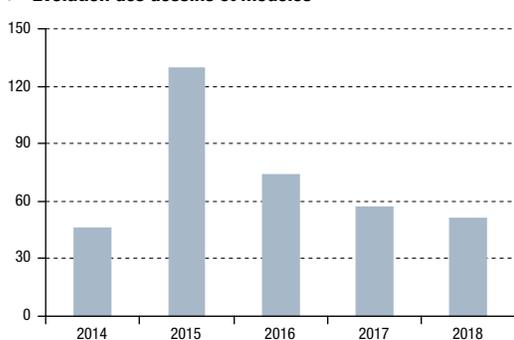
Dossiers gérés par le Pôle Propriété Intellectuelle par domaine

➤ Évolution des marques



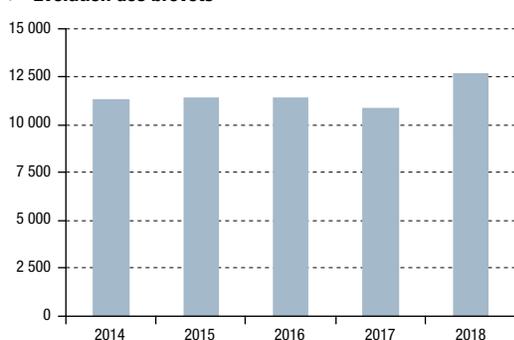
Source : Direction de l'Expansion Economique / Pôle Propriété Intellectuelle

➤ Évolution des dessins et modèles



Source : Direction de l'Expansion Economique / Pôle Propriété Intellectuelle

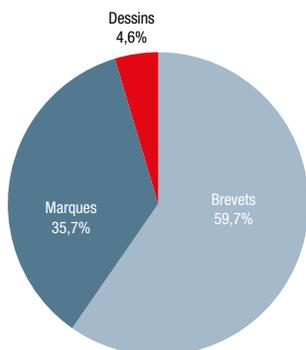
➤ Évolution des brevets



Source : Direction de l'Expansion Economique / Pôle Propriété Intellectuelle

Activité des titres de propriété industrielle en Principauté

➤ Dossiers en vigueur par domaine



Source : Direction de l'Expansion Economique / Pôle Propriété Intellectuelle

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien

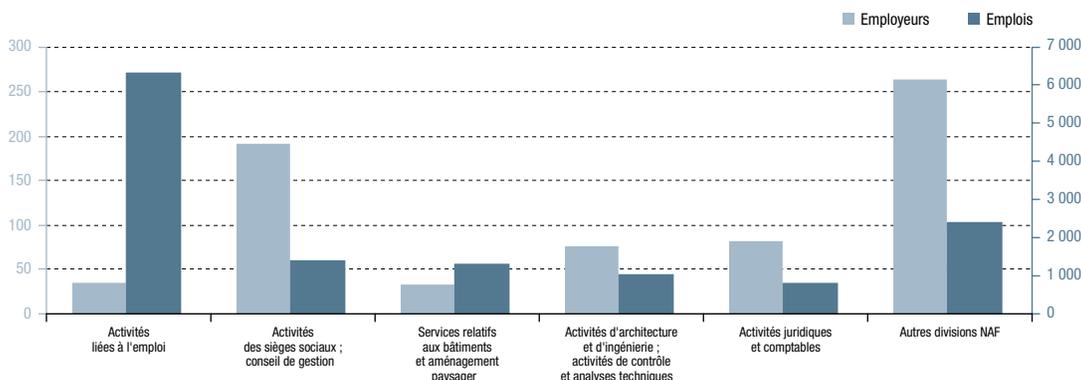
Le secteur des Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien est l'ensemble des activités professionnelles, scientifiques et techniques spécialisées nécessitant un niveau de formation élevé et apportant des connaissances et compétences spécialisées aux utilisateurs, ainsi que l'ensemble des diverses activités de soutien aux activités générales des entreprises comme par exemple les experts comptables, les notaires, les architectes, les agences de voyage, les agences d'intérim...

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon la division NAF en 2018

	Employeurs		Emplois		
	Nb	Variation 2017/2018	Nb	Variation 2017/2018	Poids
Activités liées à l'emploi	34	3,0%	6 351	12,9%	47,4%
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	192	0,5%	1 418	5,0%	10,6%
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	33	3,1%	1 338	5,4%	10,0%
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	76	11,8%	1 033	12,3%	7,7%
Activités juridiques et comptables	82	-1,2%	811	8,1%	6,1%
Autres divisions NAF	264	6,9%	2 434	5,0%	18,2%
Total Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	681	4,1%	13 385	9,4%	100%
Total en Principauté	6 112	2,6%	55 427	4,0%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon la division NAF en 2018



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Définition

NAF : La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien

► Poids des Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien dans la décomposition du PIB de la Principauté

	PIB 2017	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	Part du secteur dans le PIB global ⁽¹⁾
Rémunérations des salariés	2 828,4	455,7	16,1%
Excédent brut d'exploitation	2 276,3	394,4	17,3%
Impôts	731,8	105,5	14,4%
Subventions	-267,6	-7,0	2,6%
PIB en millions d'euros constants	5 568,9	948,6	17,0%

Unité : million d'euros

Source : IMSEE

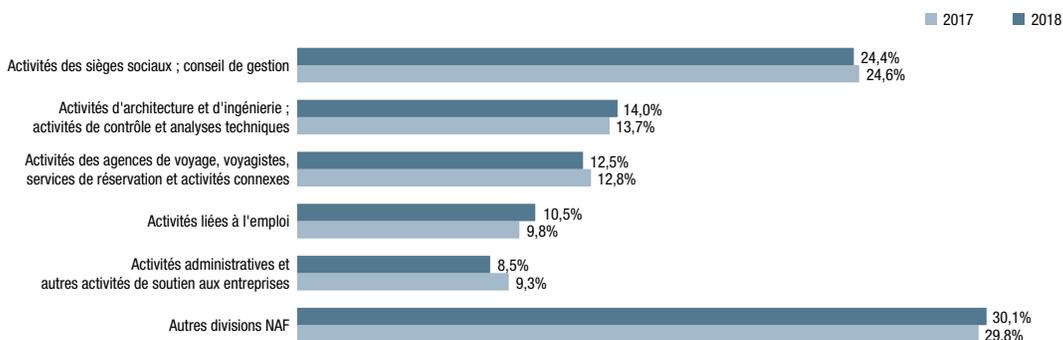
► Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon la division NAF

Divisions NAF	2017	2018	Variation 2017-18
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	370,3	413,9	11,8%
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	205,4	237,3	15,5%
Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	193,1	212,6	10,1%
Activités liées à l'emploi	147,2	178,0	20,9%
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	139,8	144,4	3,3%
Autres divisions NAF	448,1	511,8	14,2%
Total CA Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1 503,9	1 697,9	12,9%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	13 741,5	14 235,5	3,6%

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution de la répartition du CA selon la division NAF



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

⁽¹⁾ calculé par rapport à la colonne PIB 2017

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.2. Commerce de détail

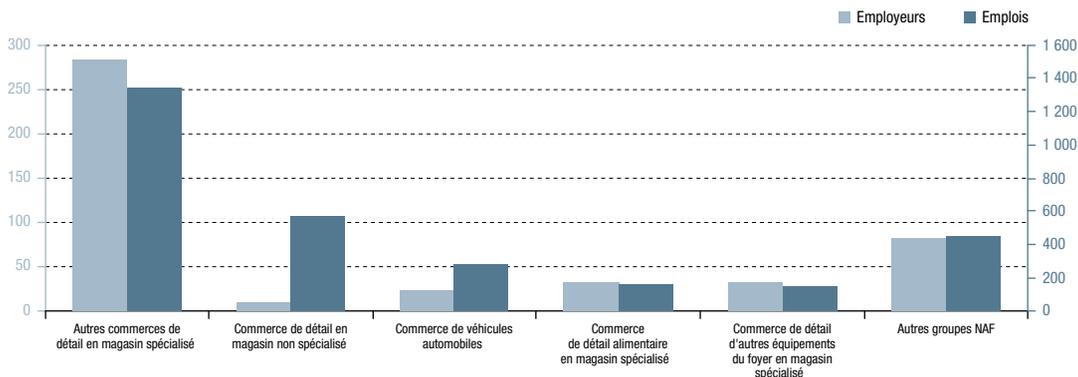
Le Commerce de détail est défini comme la revente (vente sans transformation) au public de biens neufs ou d'occasion. Ce secteur ne comprend donc pas, selon la Nomenclature d'Activités Française (NAF 2008), les restaurants, bars, salons de coiffures, etc... En revanche, en Principauté, le Commerce et la réparation d'automobiles et de motos sont inclus dans le commerce de détail.

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2018

	Employeurs		Emplois		
	Nb	Variation 2017/2018	Nb	Variation 2017/2018	Poids
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	283	0,4%	1 345	5,6%	45,3%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	11	0,0%	565	7,8%	19,0%
Commerce de véhicules automobiles	24	9,1%	286	27,7%	9,6%
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	33	10,0%	167	0,6%	5,6%
Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé	32	-8,6%	153	2,7%	5,2%
Autres groupes NAF	83	13,7%	451	-11,2%	15,2%
Total Commerce de détail	466	2,9%	2 967	4,3%	100%
Total en Principauté	6 112	2,6%	55 427	4,0%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2018



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Définition

NAF : La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.2. Commerce de détail

► Poids du Commerce de détail dans la décomposition du PIB de la Principauté

	PIB 2017	Commerce de détail	Part du secteur dans le PIB global ⁽¹⁾
Rémunérations des salariés	2 828,4	112,6	4,0%
Excédent brut d'exploitation	2 276,3	134,6	5,9%
Impôts	731,8	87,0	11,9%
Subventions	-267,6	- 1,7	0,6%
PIB en millions d'euros constants	5 568,9	332,5	6,0%

Unité : million d'euros

Source : IMSEE

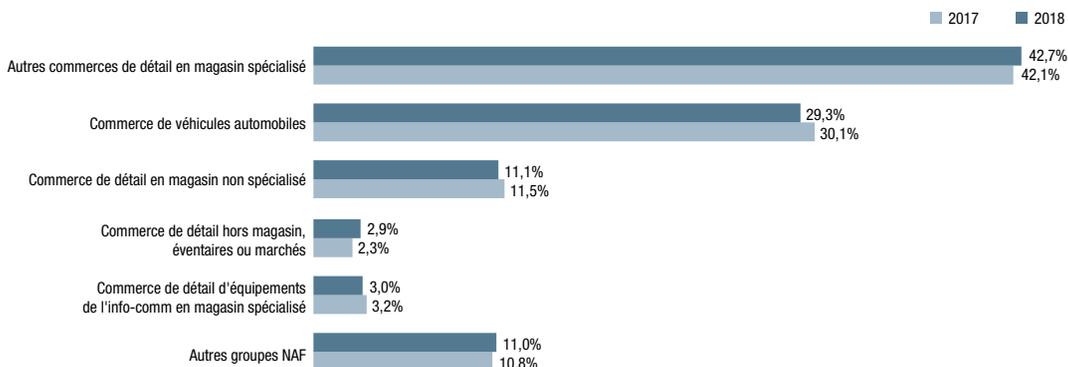
► Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon le groupe NAF

Groupes NAF	2017	2018	Variation
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	617,7	648,3	5,0%
Commerce de véhicules automobiles	441,5	445,0	0,8%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	168,1	169,2	0,7%
Commerce de détail d'équipements de l'information et de la communication en magasin spécialisé	46,4	45,9	-1,1%
Commerce de détail hors magasin, éventaires ou marchés	34,1	43,9	28,9%
Autres groupes NAF	158,3	167,6	5,8%
Total CA Commerce de détail	1 466,0	1 519,8	3,7%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	13 741,5	14 235,5	3,6%

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution de la répartition du CA selon le groupe NAF



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

⁽¹⁾ calculé par rapport à la colonne PIB 2017

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.3. Commerce de gros

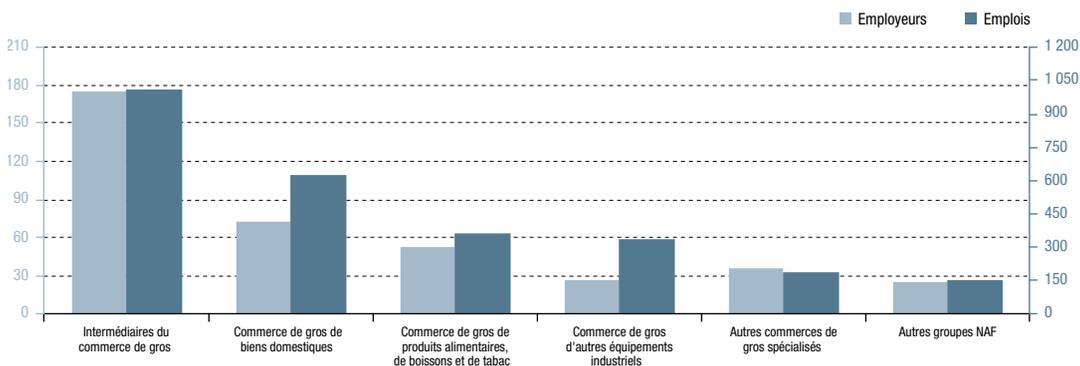
Le Commerce de gros ou commerce interentreprises regroupe l'ensemble des entreprises qui achètent et/ou vendent des biens et des services exclusivement à d'autres entreprises ou acheteurs professionnels. Ce secteur comprend le commerce de gros pour compte propre ou pour le compte de tiers (intermédiaires du commerce) et concerne les activités de commerce intérieur ou le commerce de gros international (importation/exportation).

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2018

	Employeurs		Emplois		
	Nb	Variation 2017/2018	Nb	Variation 2017/2018	Poids
Intermédiaires du commerce de gros	175	2,9%	1 011	9,9%	37,9%
Commerce de gros de biens domestiques	72	-4,0%	627	2,5%	23,5%
Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac	52	2,0%	360	-3,7%	13,5%
Commerce de gros d'autres équipements industriels	27	-6,9%	334	-9,7%	12,5%
Autres commerces de gros spécialisés	35	-2,8%	189	-5,0%	7,1%
Autres groupes NAF	25	-7,4%	150	1,4%	5,6%
Total Commerce de gros	386	-0,5%	2 671	1,8%	100%
Total en Principauté	6 112	2,6%	55 427	4,0%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2018



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Définition

NAF : La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.3. Commerce de gros

► Poids du Commerce de gros dans la décomposition du PIB de la Principauté

	PIB 2017	Commerce de gros	Part du secteur dans le PIB global ⁽¹⁾
Rémunérations des salariés	2 828,4	158,6	5,6%
Excédent brut d'exploitation	2 276,3	237,8	10,4%
Impôts	731,8	75,6	10,3%
Subventions	-267,6	- 1,5	0,6%
PIB en millions d'euros constants	5 568,9	470,4	8,4%

Unité : million d'euros

Source : IMSEE

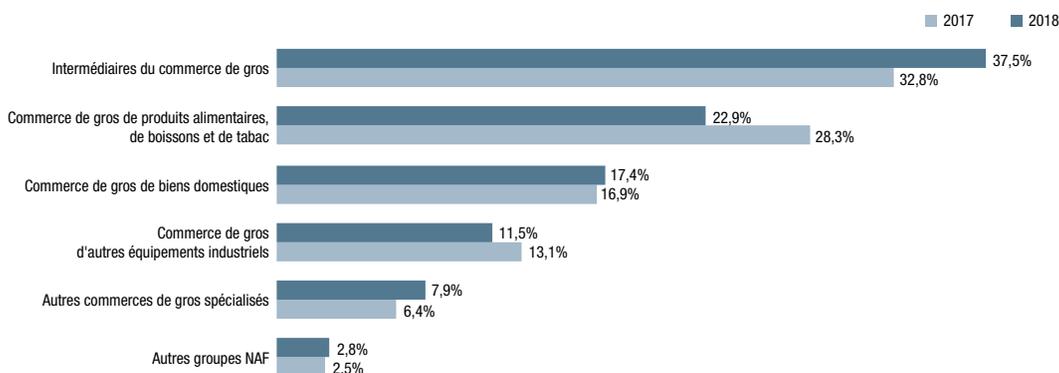
► Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon le groupe NAF

Groupes NAF	2017	2018	Variation 2017-18
Intermédiaires du commerce de gros	1 529,3	1 773,6	16,0%
Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac	1 320,7	1 080,1	-18,2%
Commerce de gros de biens domestiques	788,9	823,3	4,4%
Commerce de gros d'autres équipements industriels	611,0	544,2	-10,9%
Autres commerces de gros spécialisés	297,9	371,4	24,7%
Autres groupes NAF	115,7	131,4	13,6%
Total CA Commerce de gros	4 663,6	4 724,0	1,3%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	13 741,5	14 235,5	3,6%

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution de la répartition du CA selon le groupe NAF



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

⁽¹⁾ calculé par rapport à la colonne PIB 2017

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.4. Hébergement et restauration

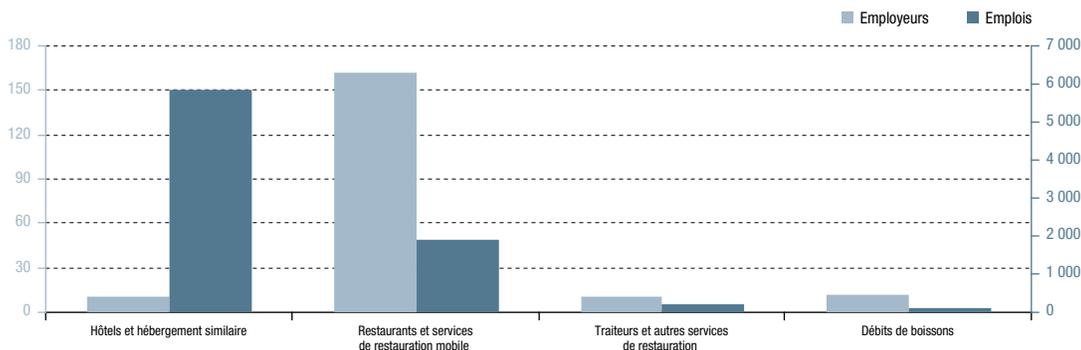
Le secteur Hébergement et restauration comprend la mise à disposition de lieux d'hébergement pour des séjours de courte durée pour des visiteurs ou d'autres voyageurs ainsi que la fourniture de repas complets pour consommation immédiate. Ce secteur ne comprend pas la préparation de repas et de boissons qui ne sont pas destinés à une consommation immédiate ou qui sont vendus par l'intermédiaire de canaux de distribution indépendants, c'est-à-dire par l'intermédiaire d'activités de commerce de gros ou de groupe.

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2018

	Employeurs		Emplois		
	Nb	Variation 2017/2018	Nb	Variation 2017/2018	Poids
Hôtels et hébergement similaire	10	-9,1%	5 853	2,0%	72,8%
Restaurants et services de restauration mobile	162	3,2%	1 915	-1,4%	23,8%
Traiteurs et autres services de restauration	11	0,0%	187	6,3%	2,3%
Débites de boissons	12	20,0%	89	9,9%	1,1%
Total Hébergement et restauration	195	3,2%	8 044	1,3%	100%
Total en Principauté	6 112	2,6%	55 427	4,0%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2018



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Définition

NAF : La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.4. Hébergement et restauration

► Poids de l'Hébergement et restauration dans la décomposition du PIB de la Principauté

	PIB 2017	Hébergement et restauration	Part du secteur dans le PIB global ⁽¹⁾
Rémunérations des salariés	2 828,4	250,1	8,8%
Excédent brut d'exploitation	2 276,3	93,4	4,1%
Impôts	731,8	16,3	2,2%
Subventions	-267,6	-	-
PIB en millions d'euros constants	5 568,9	359,7	6,5%

Unité : million d'euros

Source : IMSEE

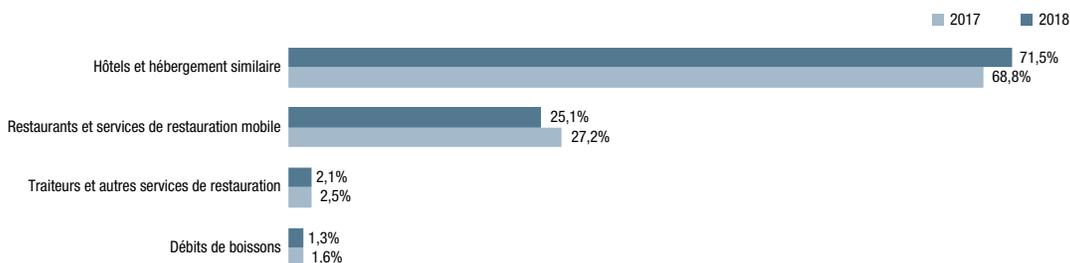
► Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon le groupe NAF

Groupes NAF	2017	2018	Variation 2017-18
Hôtels et hébergement similaire	458,5	533,5	16,4%
Restaurants et services de restauration mobile	181,1	187,6	3,6%
Traiteurs et autres services de restauration	16,3	15,6	-4,8%
Débites de boissons	10,7	9,5	-10,8%
Total CA Hébergement et restauration	666,6	746,2	11,9%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	13 741,5	14 235,5	3,6%

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution de la répartition du CA selon le groupe NAF



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

⁽¹⁾ calculé par rapport à la colonne PIB 2017

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.5. Industries manufacturières, extractives et autres

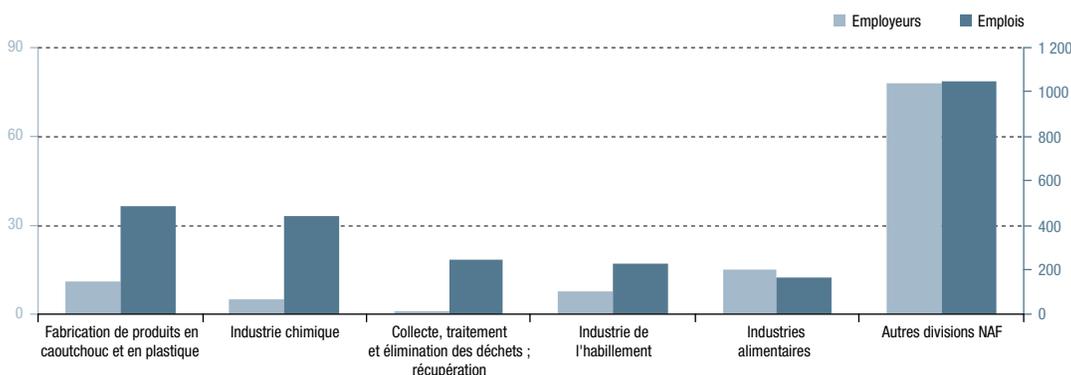
Les Industries manufacturières, extractives et autres regroupent l'ensemble des activités tournées vers la production en série de biens grâce à la transformation des matières premières ou de matières ayant déjà subi une ou plusieurs transformations et à l'exploitation des sources d'énergie. Ce secteur comprend également la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, l'assainissement ainsi que l'artisanat.

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon la division NAF en 2018

	Employeurs		Emplois		
	Nb	Variation 2017/2018	Nb	Variation 2017/2018	Poids
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	11	-8,3%	489	-4,9%	18,7%
Industrie chimique	5	0,0%	442	-0,2%	16,9%
Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	1	0,0%	247	5,1%	9,4%
Industrie de l'habillement	8	0,0%	227	8,6%	8,7%
Industries alimentaires	15	36,4%	169	-23,2%	6,5%
Autres divisions NAF	78	-1,3%	1 044	-0,3%	39,9%
Total Industries manufacturières, extractives et autres	118	1,7%	2 618	-1,9%	100%
Total en Principauté	6 112	2,6%	55 427	4,0%	

Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon la division NAF en 2018



Sources : Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Définition

NAF : La Nomenclature d'Activités Française est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. La version actuelle de la nomenclature est la NAF rév. 2, 2008.

3. Économie

3.7. Indicateurs sectoriels

3.7.5. Industries manufacturières, extractives et autres

► Poids de l'Industrie dans la décomposition du PIB de la Principauté

	PIB 2017	Industries manufacturières, extractives et autres	Part du secteur dans le PIB global ⁽¹⁾
Rémunérations des salariés	2 828,4	130,6	4,6%
Excédent brut d'exploitation	2 276,3	77,5	3,4%
Impôts	731,8	28,7	3,9%
Subventions	-267,6	- 6,6	2,5%
PIB en millions d'euros constants	5 568,9	230,3	4,1%

Unité : million d'euros

Source : IMSEE

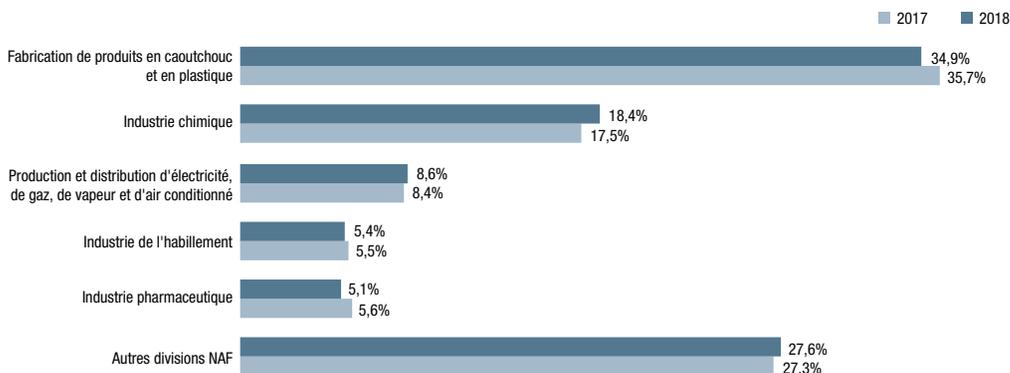
► Évolution du chiffre d'affaires (CA) selon la division NAF

Divisions NAF	2017	2018	Variation
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	291,2	292,2	0,3%
Industrie chimique	142,4	154,0	8,2%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	68,3	72,5	6,0%
Industrie de l'habillement	44,8	45,3	1,1%
Industrie pharmaceutique	46,0	42,8	-6,9%
Autres divisions NAF	222,6	231,4	4,0%
Total CA Industries manufacturières, extractives et autres	815,3	838,2	2,8%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	13 741,5	14 235,5	3,6%

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution de la répartition du CA selon la division NAF



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

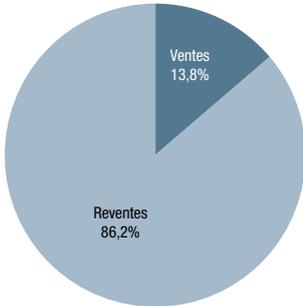
⁽¹⁾ calculé par rapport à la colonne PIB 2017

3. Économie

3.8. Marché de l'immobilier

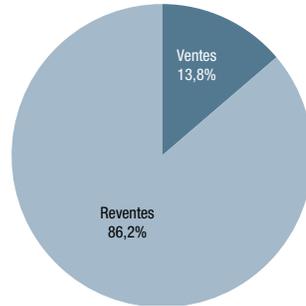
3.8.1. Comparatif entre les ventes et les reventes d'appartements

► Part selon le nombre de transactions en 2018



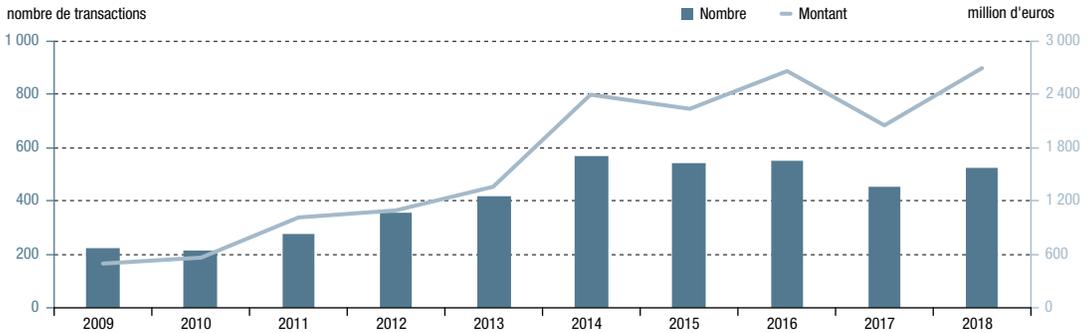
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Part selon le montant des transactions en 2018



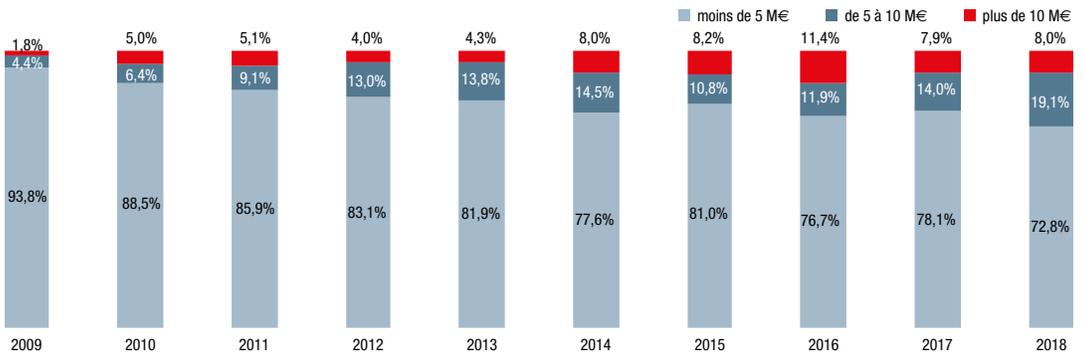
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution du nombre et du montant des transactions (ventes et reventes)



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution de la part des transactions selon leur montant



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Définition

Vente : La notion de vente est basée sur la fiscalité immobilière. En effet, une transaction portant sur un bien immobilier est soumise à la TVA s'il s'agit de la première cession à titre onéreux : c'est une vente. Toutefois, cette première transaction doit avoir lieu dans les cinq ans après l'achèvement du bien. Le nombre de ventes concerne donc les locaux faisant l'objet d'une première cession. Il ne faut pas confondre le nombre de ventes et le nombre de transactions qui lui, fait référence au nombre de mutations, c'est à dire aux actes translatifs de propriété lesquels peuvent concerner un ou plusieurs locaux.

Revente : La deuxième cession d'un bien immobilier, ou la première mais dans un délai supérieur à cinq ans après l'achèvement du bien, est qualifiée de revente.

3. Économie

3.8. Marché de l'immobilier

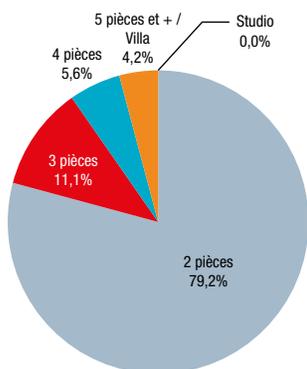
3.8.2. Ventes immobilières

► Évolution du nombre de ventes selon le nombre de pièces

	2014	2015	2016	2017	2018
Studio	2	-	-	9	-
2 pièces	2	21	12	33	57
3 pièces	3	2	5	3	8
4 pièces	-	4	7	3	4
5 pièces et + / Villa	4	11	9	2	3
Total	11	38	33	50	72

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Répartition du nombre de ventes selon le nombre de pièces en 2018



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

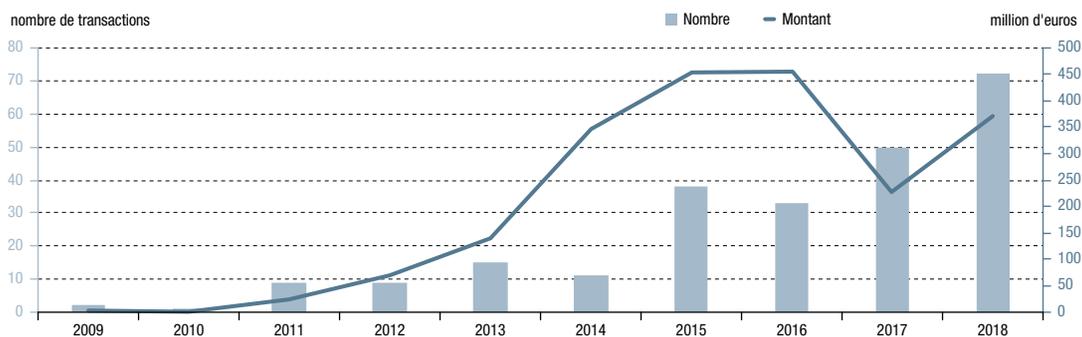
► Évolution du montant total des ventes

	2014	2015	2016	2017	2018
Montant total	345,4	453,7	453,5	228,9	371,0

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution du nombre et du montant des ventes



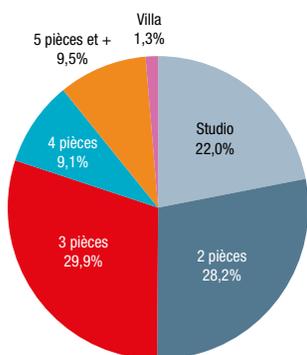
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3. Économie

3.8. Marché de l'immobilier

3.8.3. Reventes immobilières

➤ Répartition du nombre de logements vendus selon le nombre de pièces en 2018



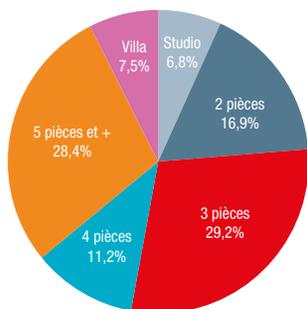
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

➤ Évolution du nombre de reventes selon le nombre de pièces

	2014	2015	2016	2017	2018
Studio	142	138	122	121	99
2 pièces	160	163	163	107	127
3 pièces	139	126	130	100	135
4 pièces	58	36	63	37	41
5 pièces et +	44	36	33	27	43
Villa	12	10	9	14	6
Total	555	509	520	406	451

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

➤ Répartition du montant des transactions selon le nombre de pièces en 2018



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

➤ Évolution du montant des reventes selon le nombre de pièces

	2014	2015	2016	2017	2018
Studio	171,8	200,5	189,4	180,4	158,1
2 pièces	360,9	391,0	419,9	316,6	393,3
3 pièces	493,3	447,0	534,7	469,7	679,8
4 pièces	366,3	237,1	423,3	196,0	260,2
5 pièces et +	481,7	311,8	365,3	304,9	661,9
Villa	178,7	205,6	280,0	364,2	174,1
Total	2 052,8	1 793,0	2 212,7	1 831,8	2 327,4

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

➤ Évolution du nombre et du montant des reventes



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3. Économie

3.8. Marché de l'immobilier

3.8.4. Prix moyen

Les données concernant les reventes sont fournies par la Division des Hypothèques de la Direction des Services Fiscaux. Cependant, la superficie des biens vendus n'est pas toujours connue. L'échantillon connu porte sur 3 898 reventes réalisées entre 2009 et 2018 pour un montant global de 14,5 milliards d'euros et une surface de plus de 300 000 m². En 2018, la superficie est connue pour 357 transactions sur 451 soit 79,2%. Depuis 2009, ce pourcentage s'élève à 77,8%.

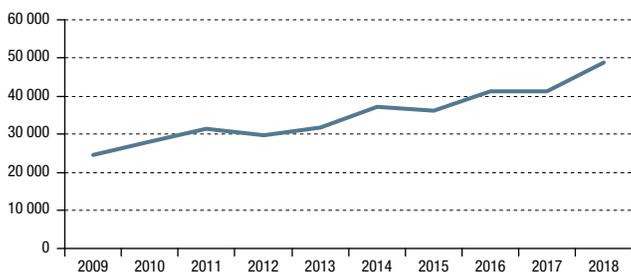
➤ Évolution du prix moyen au m² d'une revente immobilière

	2014	2015	2016	2017	2018	Évolution 2017-18	Évolution 2009-18
Prix moyen au m ² (1)	37 179	36 001	41 401	41 335	48 799	18,1%	98,9%

Unité : euro

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

➤ Évolution du prix moyen au m² d'une revente immobilière



Unité : euro

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

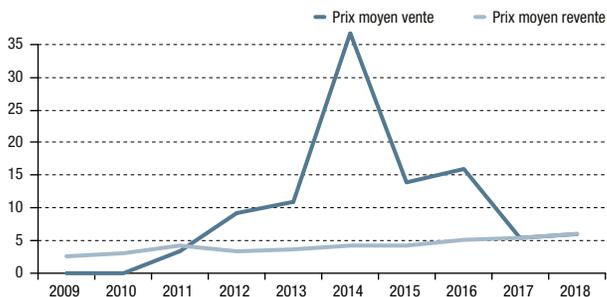
➤ Évolution du prix moyen selon le type de transactions

	2014	2015	2016	2017	2018
Prix moyen vente	31,4	11,9	13,7	4,6	5,2
Prix moyen revente	3,7	3,5	4,3	4,5	5,2

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

➤ Évolution du prix moyen selon le type de transaction



Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

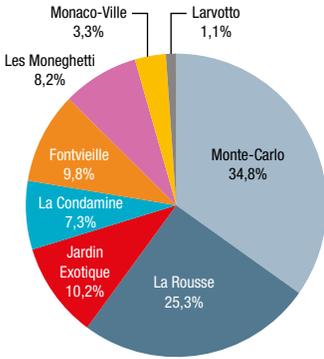
(1) Dont la superficie est connue.

3. Économie

3.8. Marché de l'immobilier

3.8.5. Reventes immobilières par quartier

➤ Répartition du nombre de reventes par quartier en 2018



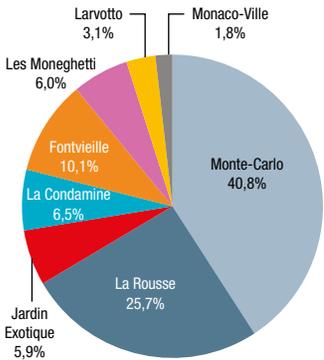
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

➤ Évolution du nombre de reventes par quartier

	2014	2015	2016	2017	2018
Monte-Carlo	198	159	150	117	157
La Rousse	130	162	141	109	114
Jardin Exotique	59	51	60	51	46
Fontvieille	58	45	48	38	44
Les Moneghetti	39	33	59	26	37
La Condamine	41	42	45	43	33
Monaco-Ville	26	16	13	17	15
Larvotto	4	1	4	5	5
Total	555	509	520	406	451

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

➤ Répartition du montant des reventes par quartier en 2018



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

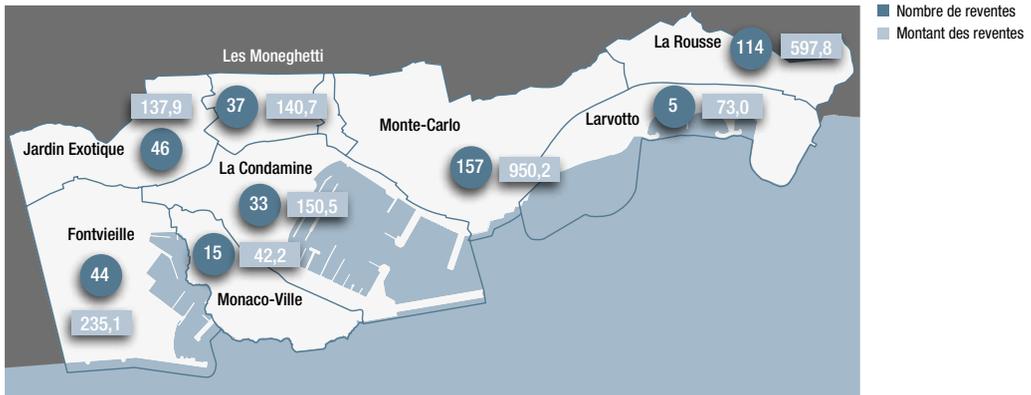
➤ Évolution du montant des reventes par quartier

	2014	2015	2016	2017	2018
Monte-Carlo	842,5	574,2	756,2	638,0	950,2
La Rousse	383,8	525	459,4	447,9	597,8
Fontvieille	285,4	189,9	279,3	158,7	235,1
La Condamine	128,7	189,0	195,4	160,5	150,5
Les Moneghetti	107,1	150,4	329,4	119,9	140,7
Jardin Exotique	111,3	131,7	146,2	205,3	137,9
Larvotto	58,1	6,7	25,7	73,0	73,0
Monaco-Ville	136,0	25,6	21,0	28,6	42,2
Total	2 052,8	1 260,8	2 212,7	1 831,8	2 327,4

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

➤ Répartition du montant et du nombre des reventes par quartier en 2018



Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3. Économie

3.8. Marché de l'immobilier

3.8.6. Transactions Immobilières Hors Habitations

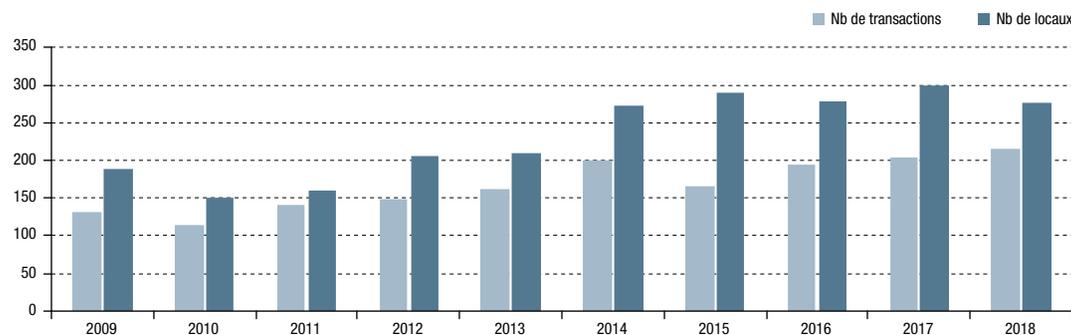
Les transactions portent sur des locaux « anciens » ou considérés comme tels dès lors qu'ils sont sortis du champ d'application de la T.V.A. immobilière (il s'agit en général de locaux dont la date d'achèvement remonte à plus de cinq ans).

► Évolution du nombre de transactions et de locaux selon la nature des biens

	2014		2015		2016		2017		2018	
	transactions	locaux								
Locaux professionnels	46	69	40	58	49	65	55	94	38	52
Chambres de personnels	12	12	11	16	15	23	16	17	31	33
Caves	41	51	24	29	35	42	43	54	41	48
Parkings	100	141	91	186	96	149	90	135	105	144
Total	199	273	166	289	195	279	204	300	215	277

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution du nombre de transactions et de locaux



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3. Économie

3.9. Tourisme

3.9.1. Secteur hôtelier

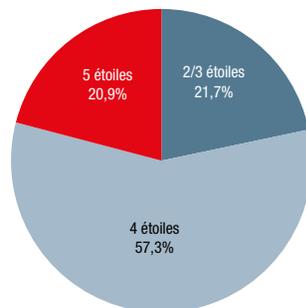
L'Hôtel Miramar et l'Hôtel de Paris étaient en travaux en 2018.

► Capacité hôtelière selon la catégorie en 2018

	Nombre d'hôtels	Nombre de chambres	Nombre de lits	Nuitées chambres disponibles	Nuitées chambres occupées
2/3 étoiles	4	460	1 153	167 510	112 707
4 étoiles	4	1 383	3 045	504 795	339 118
5 étoiles	4	544	1 112	192 480	123 987
Total	12	2 387	5 310	864 785	575 811

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

► Répartition du nombre de lits selon la catégorie en 2018



Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

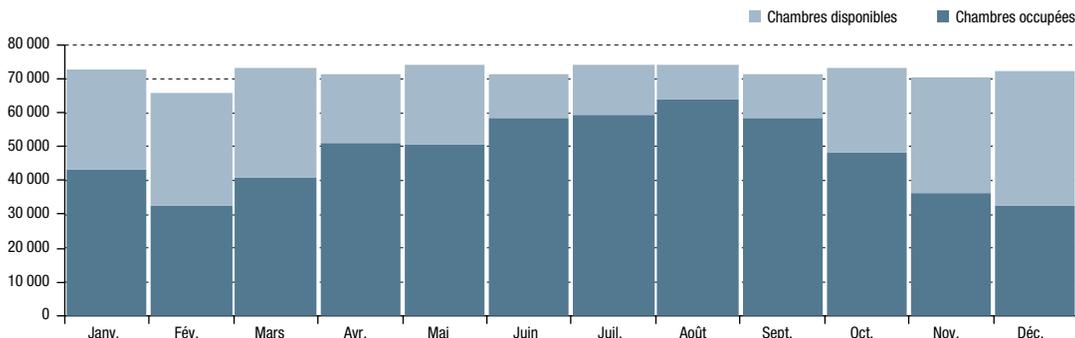
► Taux occupation des hôtels selon le mois et la catégorie en 2018

	2/3 étoiles	4 étoiles	5 étoiles	Total	Écart 2017-18
Janvier	59,4%	62,6%	49,6%	59,2%	6,5
Février	53,0%	49,9%	46,2%	49,7%	3,0
Mars	53,7%	55,7%	56,6%	55,5%	-4,1
Avril	66,4%	73,9%	70,1%	71,6%	-3,1
Mai	70,5%	67,7%	68,8%	68,5%	-4,2
Juin	81,7%	82,5%	80,3%	81,8%	2,3
Juillet	72,4%	83,5%	77,5%	80,0%	-1,4
Août	83,6%	86,9%	87,2%	86,3%	-2,0
Septembre	82,7%	81,9%	80,2%	81,7%	2,1
Octobre	65,8%	66,2%	64,3%	65,7%	-3,6
Novembre	62,3%	49,6%	46,9%	51,5%	-3,1
Décembre	54,9%	44,8%	38,4%	45,4%	-0,6
Annuel	67,3%	67,2%	64,4%	66,6%	-0,7

Unité : nuitée chambre

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

► Occupation des hôtels selon le mois en 2018



Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Définition

Nuitées chambres : Nombre de nuits consécutives passées dans une unité d'hébergement (chambre d'hôtel). Exemple : deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent pour 6 nuitées personnes, 2 arrivées et 3 nuitées chambres.

Taux occupation : Rapport entre le nombre de chambres disponibles et le nombre de chambres occupées.

3. Économie

3.9. Tourisme

3.9.1. Secteur hôtelier

► Évolution des arrivées selon le mois

	Arrivées 2017	Arrivées 2018	Évolution 2017-18
Janvier	26 108	24 497	-6,2%
Février	16 890	18 196	7,7%
Mars	27 308	27 353	0,2%
Avril	32 726	32 115	-1,9%
Mai	31 880	32 480	1,9%
Juin	37 688	37 547	-0,4%
Juillet	41 430	41 229	-0,5%
Août	41 163	42 781	3,9%
Septembre	34 635	36 993	6,8%
Octobre	32 155	31 047	-3,4%
Novembre	23 264	23 304	0,2%
Décembre	22 571	22 037	-2,4%
Total	367 817	369 579	0,5%

Unité : arrivée personne

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

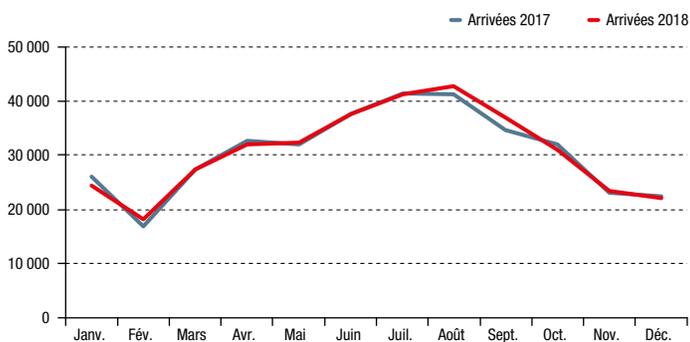
► Évolution des nuitées selon le mois

	Nuitées 2017	Nuitées 2018	Évolution 2017-18
Janvier	52 753	59 236	12,3%
Février	41 337	46 282	12,0%
Mars	60 294	59 019	-2,1%
Avril	82 690	81 738	-1,2%
Mai	79 648	80 795	1,4%
Juin	90 693	90 772	0,1%
Juillet	108 512	109 240	0,7%
Août	120 396	119 950	-0,4%
Septembre	88 610	89 380	0,9%
Octobre	71 021	69 599	-2,0%
Novembre	54 934	51 379	-6,5%
Décembre	51 589	50 743	-1,6%
Total	902 478	908 132	0,6%

Unité : nuitée personne

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

► Saisonnalité des arrivées



Unité : arrivée personne

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

► Durée moyenne de séjour selon le mois en 2018

	Durée moyenne de séjour
Janvier	2,4
Février	2,5
Mars	2,2
Avril	2,5
Mai	2,5
Juin	2,4
Juillet	2,6
Août	2,8
Septembre	2,4
Octobre	2,2
Novembre	2,2
Décembre	2,3
Total	2,5

Unité : jour

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Définition

Arrivées personnes : Nombre de personnes qui passent une ou plusieurs nuits consécutives dans un hébergement.

Nuitées personnes : Nombre de nuits consécutives passées par une personne dans un hébergement. Exemple : deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent pour 6 nuitées personnes, 2 arrivées et 3 nuitées chambres.

Durée moyenne de séjour : Rapport entre les arrivées et les nuitées, exprimé en jours.

3. Économie

3.9. Tourisme

3.9.1. Secteur hôtelier

► Saisonnalité des arrivées selon la nationalité en 2018

	Français et Monégasques	Autres nationalités
Janvier	10 185	14 311
Février	5 964	12 233
Mars	8 461	18 892
Avril	6 985	25 130
Mai	5 907	26 573
Juin	6 834	30 713
Juillet	6 908	34 321
Août	9 001	33 780
Septembre	7 101	29 891
Octobre	10 481	20 567
Novembre	8 034	15 269
Décembre	7 592	14 445
Total	93 455	276 124

Unité : arrivée personne

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

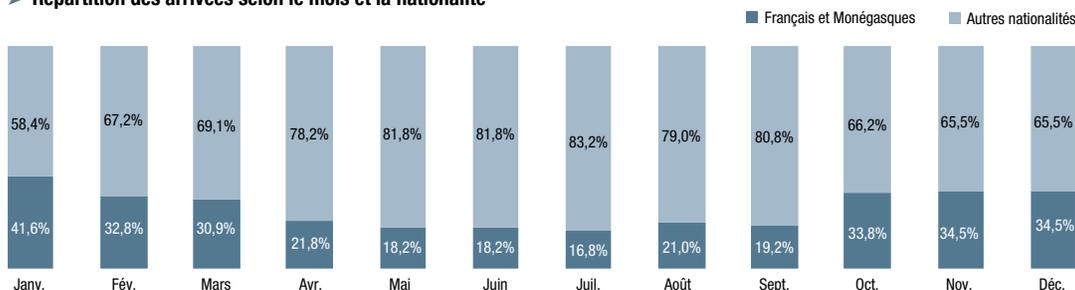
► Classement des arrivées selon la nationalité en 2018

	Arrivées	Poids
Français	87 016	23,5%
Italiens	49 558	13,4%
Britanniques	41 399	11,2%
Américains	34 772	9,4%
Allemands	14 673	4,0%
Russes	14 251	3,9%
Suisses	13 420	3,6%
Belges	6 996	1,9%
Monégasques	6 439	1,7%
Canadiens	5 613	1,5%
Australiens	5 537	1,5%
Espagnols	5 205	1,4%
Néerlandais	5 050	1,4%
Chinois	4 126	1,1%
Ukrainiens	4 110	1,1%

Unité : arrivée personne

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

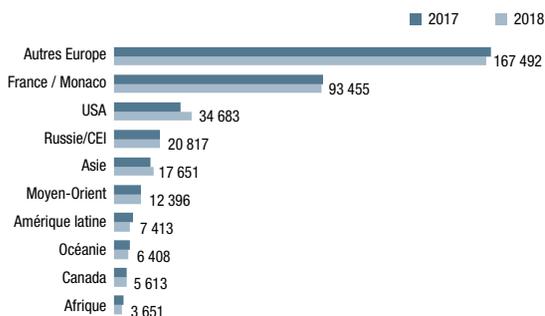
► Répartition des arrivées selon le mois et la nationalité



Unité : arrivée personne

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

► Évolution des arrivées selon la zone géographique



Unité : arrivée personne

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

► Durée moyenne de séjour selon la zone géographique en 2018

Zone géographique	Durée Moyenne de séjour
France / Monaco	2,0
Asie	2,2
Océanie	2,2
Amérique latine	2,4
USA	2,5
Canada	2,4
Union européenne	2,3
Moyen-Orient	3,0
Afrique	2,9
Russie/CEI	3,5
Total	2,5

Unité : jour

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Définition

Arrivées personnes : Nombre de personnes qui passent une ou plusieurs nuits consécutives dans un hébergement.

Nuitées personnes : Nombre de nuits consécutives passées par une personne dans un hébergement. Exemple : deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent pour 6 nuitées personnes, 2 arrivées et 3 nuitées chambres.

Durée moyenne de séjour : Rapport entre les arrivées et les nuitées, exprimé en jours.

3. Économie

3.9. Tourisme

3.9.2. Structures d'accueil pour tourisme d'affaires

► Structures d'accueil selon leur capacité et leur surface

Établissements	Capacités d'accueil maximales (en nombre de personnes)	Surfaces totales (en m ²)
Grimaldi Forum ⁽¹⁾ dont :	3 000 / 4 000	35 000
Esplanade	n.d.	1 700
Hall - Verrière	n.d.	1 610
Salles de Réunions - Auditoriums	3 005	1 605
Salles de Commissions et foyers	3 100	1 256
Espaces d'exposition	n.d.	8 155
Espaces de restauration	1 560	1 970
Espace Fontvieille (chapiteau et extensions)	2 530	3 800
Centre de Rencontres Internationales (C.R.I.) - Foyer	300	120
Espace Léo Ferré	1 900	1 400
Sporting Monte Carlo (uniquement spectacles) ⁽²⁾	1 700	1 590
Le Salon Bellevue ⁽³⁾	343	350
Technopôle	70	190

Sources : Direction des Affaires Culturelles, Grimaldi Forum, Monte-Carlo Festivals, Salle du Canton, S.B.M.

En complément des infrastructures de congrès, de nombreux hôtels (Fairmont Monte Carlo, Novotel, Métropole Monte Carlo, Méridien Beach Plaza, Monte Carlo Bay, Columbus...) mettent à la disposition de leurs clients des espaces aménagés pour des congrès, séminaires, et autres événements. L'Auditorium Rainier III accueille également de nombreux événements.

⁽¹⁾ Le Grimaldi Forum dispose de trois salles de réunion (la Salle des Princes, la Salle Prince Pierre et la Salle Camille Blanc), de onze salles de commissions, six espaces d'exposition (Espace Ravel, Espace Diaghilev, Esplanade Princesse Grace, la Grande Verrière, les foyers des auditoriums et des salles de commissions).

⁽²⁾ Le Sporting Monte-Carlo dispose de deux salles : la Salle des Étoiles et la Salle des Palmiers.

⁽³⁾ Le Salon Bellevue, situé au 1^{er} étage du Café de Paris, offre la possibilité de se restaurer.

3. Économie

3.9. Tourisme

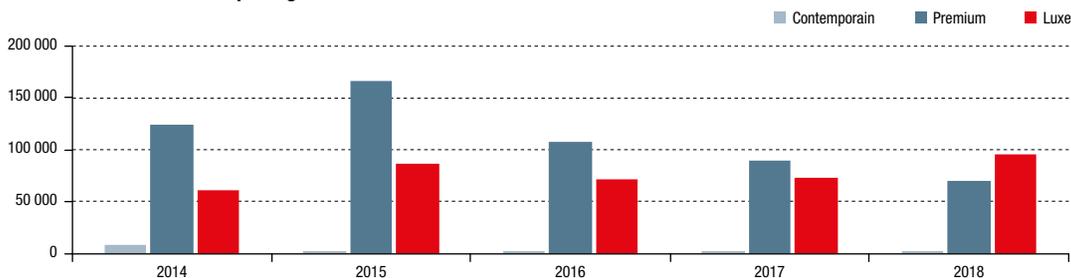
3.9.3. Croisières

► Saisonnalité du nombre de passagers en croisière selon la catégorie en 2018

	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
Contemporain	-	-	162	-	-	-	564	-	1 175	764	-	-	2 665
Premium	-	-	-	12 796	8 613	9 461	12 291	9 764	12 344	4 660	734	-	70 663
Luxe	2 733	1 814	1 859	8 024	10 171	6 997	12 095	13 418	15 346	12 008	7 820	3 660	95 945
Total	2 733	1 814	2 021	20 820	18 784	16 458	24 950	23 182	28 865	17 432	8 554	3 660	169 273

Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

► Évolution du nombre de passagers en croisière



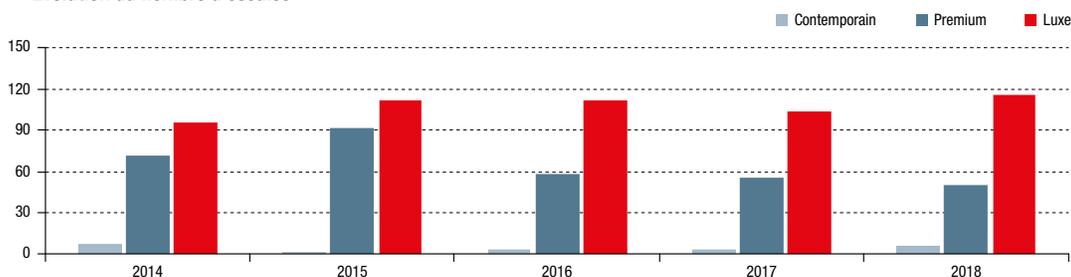
Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

► Saisonnalité du nombre d'escales selon la catégorie en 2018

	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
Contemporain	-	-	1	-	-	-	1	-	2	2	-	-	6
Premium	-	-	-	7	8	6	7	4	10	7	1	-	50
Luxe	3	2	2	11	16	12	15	17	13	14	6	4	115
Total	3	2	3	18	24	18	23	21	25	23	7	4	171

Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

► Évolution du nombre d'escales



Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

► Évolution de l'origine des croisiéristes

	2014	2015	2016	2017	2018
Union européenne (UE)	97 001	157 641	89 023	82 458	66 543
USA et Canada	70 465	71 172	70 454	62 139	82 164
Afrique, Asie et Océanie	19 478	19 448	15 823	14 014	14 195
Europe hors UE	4 470	4 203	3 151	2 424	1 983
Amériques du Sud et Centrale	3 807	3 495	4 098	5 049	4 388
Total	195 221	255 959	182 549	166 084	169 273

Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

3. Économie

3.10. Commerce Extérieur

3.10.1. Échanges commerciaux

Compte-tenu de l'Union Douanière entre la France et la Principauté de Monaco, les échanges de biens et services entre les deux pays ne font pas l'objet de formalités douanières. Les données présentées concernent UNIQUEMENT les échanges de biens entre la Principauté de Monaco et le reste du monde, **hors France**.

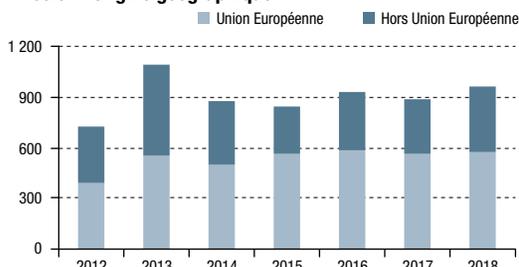
► Évolution des échanges de biens

	2014	2015	2016	2017	2018
Exportations et livraisons	872,2	841,2	926,8	888,9	959,2
% export UE ⁽¹⁾	57,6%	67,1%	63,7%	63,1%	59,7%
Importations et acquisitions	1 119,0	1 208,2	1 366,8	1 583,0	2 028,5
% import UE	63,2%	59,3%	56,6%	62,2%	50,9%

Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

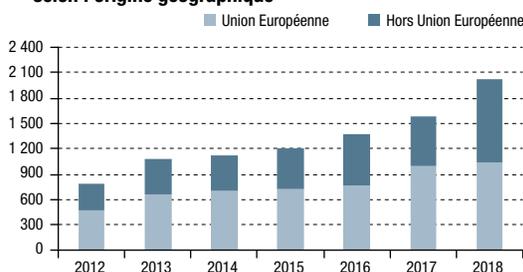
► Évolution du montant des exportations selon l'origine géographique



Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

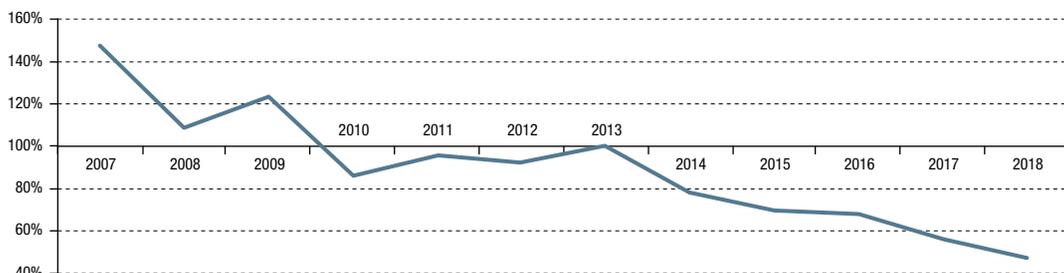
► Évolution du montant des importations selon l'origine géographique



Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

► Évolution du taux de couverture



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

⁽¹⁾ Union européenne à 28 hors France.

Définition

Taux de couverture : Il s'agit du rapport entre les Exportations et les Importations exprimé en pourcentage. En cas d'excédent, celui-ci sera supérieur à 100, et inversement en cas de déficit.

3. Économie

3.10. Commerce Extérieur

3.10.2. Échanges commerciaux par famille de produits (A17)

➤ Évolution des exportations par famille de produits

Code	Type de produits	2017	2018	Evol	Poids
C5	Fabrication d'autres produits industriels	485,0	568,8	17,3%	59,3%
C1	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	102,7	101,8	-0,8%	10,6%
C3	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques- fabrication de machines	92,9	96,8	4,1%	10,1%
RU	Autres activités de services	52,9	87,1	64,7%	9,1%
C4	Fabrication de matériels de transport	118,5	56,3	-52,5%	5,9%
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	27,6	40,3	45,8%	4,2%
DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	4,0	6,3	60,3%	0,7%
JZ	Information et communication	5,1	1,7	-67,4%	0,2%
C2	Cokéfaction et raffinage	0,2	0,2	8,2%	0,0%
MN	Activités scientifiques et techniques - services administratifs et de soutien	0,0	0,0	-	0,0%
Total		888,9	959,2	7,9%	100%

Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

➤ Évolution des importations par famille de produits

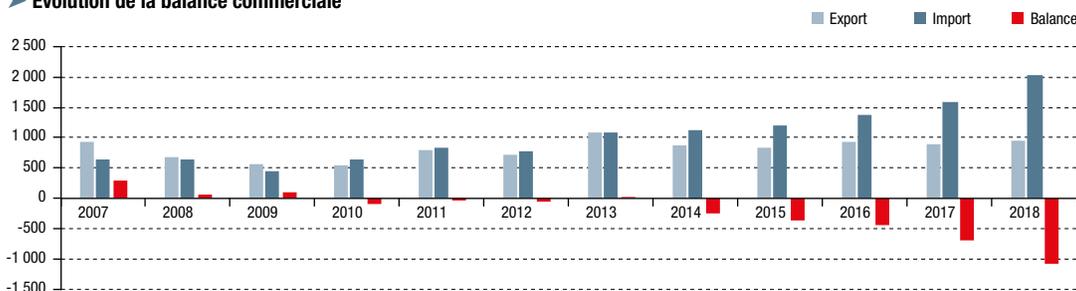
Code	Type de produits	2017	2018	Evol	Poids
C5	Fabrication d'autres produits industriels	854,0	1 133,9	32,8%	55,9%
C4	Fabrication de matériels de transport	344,2	346,1	0,5%	17,1%
C3	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques- fabrication de machines	138,7	277,8	100,3%	13,7%
RU	Autres activités de services	94,6	139,7	47,7%	6,9%
C1	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	102,6	90,3	-11,9%	4,5%
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	45,9	34,8	-24,3%	1,7%
DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	0,6	4,5	631,3%	0,2%
JZ	Information et communication	2,4	1,3	-44,0%	0,1%
C2	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	27,9%	0,0%
MN	Activités scientifiques et techniques - services administratifs et de soutien	0,0	0,0	-	0,0%
Total		1 583,0	2 028,5	28,1%	100%

Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

3.10.3. Balance commerciale

➤ Évolution de la balance commerciale



Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

➤ Évolution de la balance commerciale selon la zone économique

	2014	2015	2016	2017	2018
UE ⁽¹⁾	-205,1	-152,5	-183,8	-423,7	-459,8
Hors UE	-41,6	-214,6	-256,1	-270,4	-609,5
Total	-246,7	-367,1	-439,9	-694,1	-1 069,3

Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

⁽¹⁾ Union européenne à 28 hors France.

Définition

Balance commerciale : Il s'agit de la somme des exportations /livraisons auxquelles on retranche la somme des importations / acquisitions.

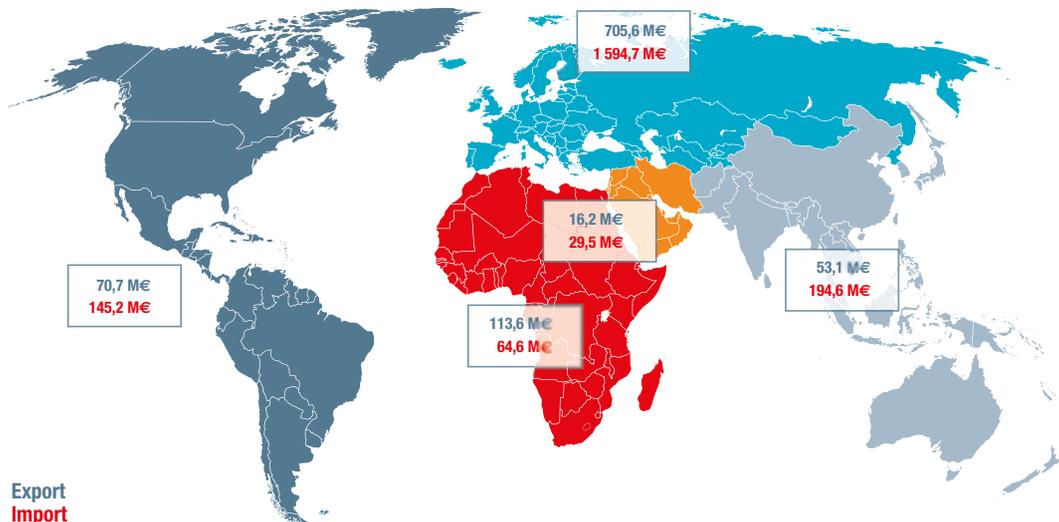
3. Économie

3.10. Commerce Extérieur

3.10.4. Échanges commerciaux par zone géographique

Le découpage géographique est celui utilisé par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France).

► Répartition géographique des échanges commerciaux en 2018



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

► Évolution des exportations selon les zones géographiques

	2014	2015	2016	2017	2018	Poids
Europe	620,1	644,5	723,9	665,4	705,6	73,6%
Afrique	92,4	87,5	85,3	113,8	113,6	11,8%
Amérique	32,3	32,2	38,9	34,6	70,7	7,4%
Asie	53,1	55,2	64,7	61,9	53,1	5,5%
Proche et Moyen-Orient	74,3	21,9	14,0	13,3	16,2	1,7%
Total	872,2	841,2	926,8	888,9	959,2	100%

Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

► Évolution des importations selon les zones géographiques

	2014	2015	2016	2017	2018	Poids
Europe	877,2	898,6	1 102,7	1 291,2	1 594,7	78,6%
Asie	117,2	133,4	143,2	140,2	194,6	9,6%
Amérique	78,4	123,7	69,5	94,7	145,2	7,2%
Afrique	40,9	46,5	43,8	49,3	64,6	3,2%
Proche et Moyen-Orient	5,2	6,0	7,6	7,7	29,5	1,5%
Total	1 119,0	1 208,2	1 366,8	1 583,0	2 028,5	100%

Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

3. Économie

3.10. Commerce Extérieur

3.10.5. Échanges commerciaux par pays

► Classement des 20 premiers clients

	2017	2018	Poids	Variation
Italie	111,7	130,8	13,6%	17,1%
Allemagne	136,0	124,7	13,0%	-8,3%
Suisse	88,8	117,8	12,3%	32,7%
Royaume-Uni	79,1	83,3	8,7%	5,3%
Espagne	53,9	63,2	6,6%	17,2%
États-Unis (EUAN)	30,0	62,8	6,5%	109,4%
Belgique	51,8	35,5	3,7%	-31,5%
Hong Kong	40,4	33,6	3,5%	-16,8%
Algérie	29,8	27,2	2,8%	-8,8%
Pays-Bas	21,5	21,2	2,2%	-1,2%
Tunisie	17,1	20,0	2,1%	16,5%
Portugal	13,2	18,7	1,9%	41,2%
Suède	12,0	16,0	1,7%	33,8%
Pologne	12,6	13,3	1,4%	6,0%
Autriche	4,8	11,7	1,2%	145,5%
Malte	13,6	8,9	0,9%	-34,0%
Côte-d'Ivoire	9,7	8,4	0,9%	-13,4%
Sénégal	6,6	8,3	0,9%	25,7%
Gabon	7,3	8,3	0,9%	12,8%
Congo	8,8	7,7	0,8%	-12,3%
Autres	140,2	137,6	14,3%	-1,8%
Total	888,9	959,2	100%	7,9%

Unité : million d'euros

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

► Classement des 20 premiers fournisseurs

	2017	2018	Poids	Variation
Italie	449,8	527,0	26,0%	17,2%
Suisse	177,3	398,8	19,7%	124,9%
Allemagne	183,2	197,5	9,7%	7,8%
États-Unis (EUAN)	67,6	119,5	5,9%	77,0%
Royaume-Uni	101,4	87,1	4,3%	-14,1%
Belgique	61,0	71,2	3,5%	16,7%
Chine	46,0	48,2	2,4%	4,7%
Slovaquie	37,7	40,0	2,0%	6,1%
Myanmar	0,1	39,9	2,0%	31541,5%
Espagne	47,8	39,1	1,9%	-18,1%
Tunisie	35,2	38,1	1,9%	8,1%
Hong Kong	23,7	23,0	1,1%	-3,0%
Israël	2,2	19,7	1,0%	785,8%
Japon	18,8	16,5	0,8%	-12,5%
Inde	4,9	14,5	0,7%	193,6%
Vietnam	15,6	14,4	0,7%	-7,7%
Portugal	11,3	12,7	0,6%	11,6%
Afrique du Sud	1,5	10,1	0,5%	590,2%
République tchèque	15,3	10,0	0,5%	-34,4%
Pays-Bas	16,1	10,0	0,5%	-38,2%
Autres	266,4	291,2	14,4%	9,3%
Total	1 583,0	2 028,5	100%	28,1%

Unité : million d'euros

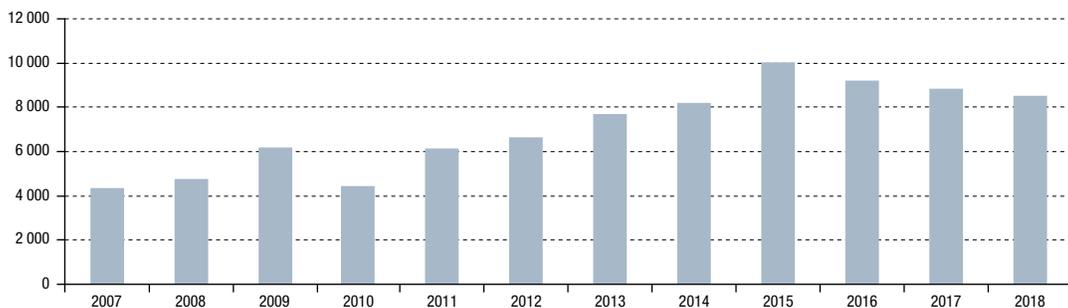
Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

3.10.6. Convention de Washington – Espèces CITES

La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction a pour objet de protéger les espèces sauvages d'une surexploitation commerciale responsable en partie du déclin de la biodiversité mondiale. Cette Convention, signée à Washington le 3 mars 1973, est plus connue par son acronyme CITES. La Principauté de Monaco est Partie à cette Convention depuis le 18 juillet 1978 (Convention rendue exécutoire à Monaco par l'Ordonnance Souveraine n° 6.292 du 23 juin 1978). La mise en oeuvre de ce dispositif repose entre autres sur la délivrance de permis CITES assurant la traçabilité et permettant le contrôle des transactions concernant ces espèces. Au 31 décembre 2018, 183 pays appliquent la CITES.

Sur la période 2007-2018, la Direction de l'Environnement a délivré 85 062 documents CITES. Le graphique ci-après présente le nombre de permis émis chaque année pour cette période.

► Évolution du nombre de documents CITES émis



Source : Direction de l'Environnement